



# LES MOYENS D'EXISTENCE ET LE RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE

*Lumière sur les expériences des  
pays d'Afrique subsaharienne*

A O U T 2 0 2 2

## Remerciements

Ce rapport a été rédigé conjointement par les Hubs de Dakar et celui de Nairobi sous la coordination de Stephane AMANI L. MUHASANYA, Conseiller Régional en politiques et programme, spécialiste en moyens d'existence et relèvement économique.

Les expériences pays ont été apportés par Malle Diagana, Mamadou Ibrahima Ly (Mauritanie), Inacio le (Guinée Bissau), Omagano Kankondi (Namibia), Abdou Soumaila (Niger), Abraham Tumbey, Stanley Camara (Liberia), Elliot Shada DALMEIDA (Congo Brazzaville), Adamson Rasolofo, Zo Havana Ihaganajaina Rakotoarivele (Madagascar), Nicholas Burunde, Boniface Mutia Kitili (Uganda), Martin Bisoka, Celestin Zongo, Oussimane Ouedraogo(Burkina Faso), Etienne de Souza, Philemon Balolebwami (DR Congo).

Les contributions de Carlo Ruiz, Annabella Skoff et Yuko Hirose de l'Unité des Solutions des relèvements et mouvements des populations du Bureau des Crises du PNUD ont été d'une grande utilité.

Des remerciements particuliers également à l'équipe de communication du Hub de Dakar notamment à Kingsley Ugochukwu, Mamadou, Barbara et Ernest Cissé pour le formatage et la mise en page.

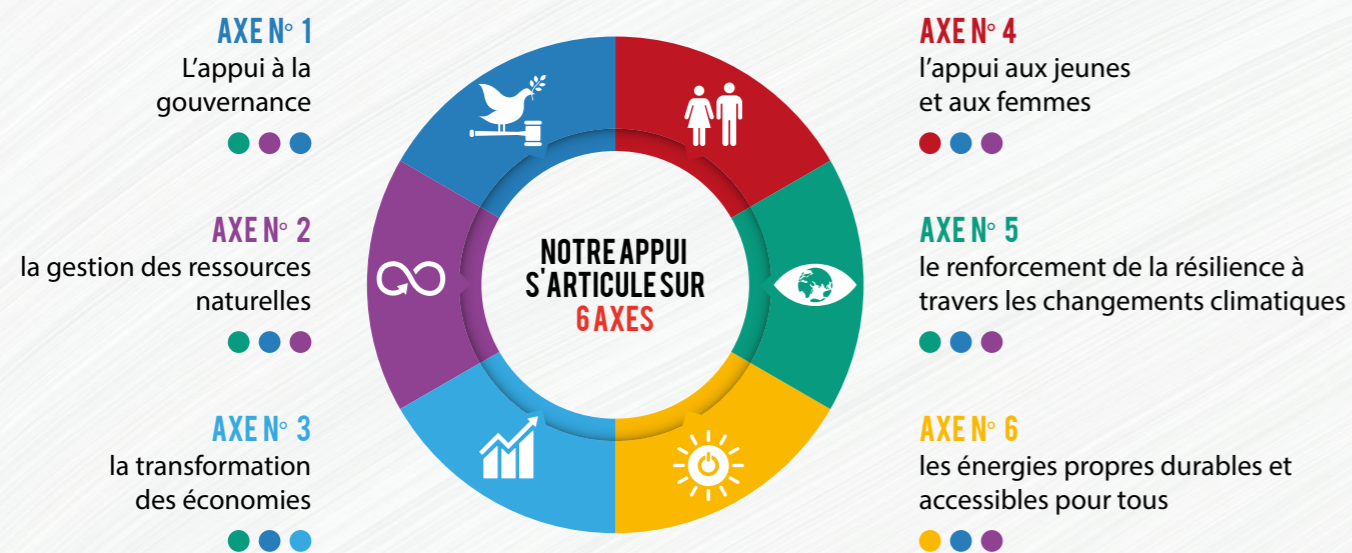
# SOMMAIRE

<b>Préface</b>	<b>04</b>
<b>Introduction</b>	<b>06</b>
<b>Partie I : Les moyens d'existence et la relance des économies</b>	<b>12</b>
1.1. Le modèle des moyens d'existence et de la relance des économies	13
1.2. Les moyens d'existence les plus pertinents pour l'Afrique	14
1.3. Le financement des programmes et projets	15
1.4. L'ouverture aux marchés	15
<b>Partie II : Les expériences des Bureaux Pays</b>	<b>20</b>
2.1. Mauritanie	21
2.2. Guinée Bissau	24
2.3. Namibie	26
2.4. Niger	29
2.5. Liberia	32
2.6. Congo Brazzaville	35
2.7. Madagascar	38
2.8. Ouganda	42
2.9. Burkina Faso	46
2.10. DR Congo	48
<b>Partie III : Conclusions, Leçons apprises et perspectives</b>	<b>51</b>

# Préface

La promesse faite à l'Afrique est un rêve merveilleux qui se propose de transformer le narratif actuel fondé sur la persistance des crises, la survenance des catastrophes naturelles, la prévalence de la pauvreté et la pauvreté extrême, en celui d'une Afrique qui prospère, qui nourrit ses enfants, qui prend le contrôle de son destin, une Afrique audacieuse. La marche vers son destin requiert beaucoup d'effort et d'abnégation tant dans la sphère politique qu'au niveau des acteurs de la société civile et de la communauté. Une mobilisation tous azimuts pour un engagement collectif afin d'endiguer ce mal qui maintient la majorité de la population africaine en dessous du seuil de la pauvreté, s'avère être la voie du salut.

Le PNUD n'est pas en marge de ces efforts grâce à l'implication de son Bureau Afrique, représenté par les hubs régionaux et Bureaux Pays. Il déploie des programmes et des appuis politiques sur des problématiques régionales et nationales et apporte des réponses aux problèmes politiques, économiques et sociales.<sup>1</sup>



La question des moyens d'existence et de relance des économies locales, recoupe chacun de ces axes et s'avère être l'épine dorsale susceptible de pousser les sociétés africaines vers leur prospérité. Il s'agit pour l'essentiel d'appuyer la mise en place des politiques pro pauvres, mais également le développement des programmes qui, devront conférer un revenu à chacun, même dans la sphère des population marginalisées. Ceci passe par le renforcement des capacités, la diffusion des meilleures pratiques, la dotation des équipements et des infrastructures de base, l'accès au financement et aux marchés, le développement des partenariats stratégiques, l'appui aux PME, la promotion des innovations, ... Cette démarche propose des interventions catalytiques susceptibles de susciter des nouvelles dynamiques pour la relance des économies locales en s'assurant de la mise en place d'un écosystème propice.

Les populations vulnérables aux différents chocs et tendances, les personnes déplacées et les migrants,

<sup>1</sup> AFRICA'S PROMISE: The UNDP Renewed Strategic Offer In Africa

les jeunes et les femmes, sont au cœur de l'action dans une perspective de relèvement économiques en s'assurant que la nouvelle situation est meilleure que celle d'avant la crise. Il s'agit donc de mettre des fondations solides et résilientes par des politiques idoines, le développement des partenariats stratégiques, la promotion des innovations et de la digitalisation, le développement des économies vertes et respectueuses de l'environnement, et l'ouverture aux marchés.

Durant les deux années écoulées 2020-2021, les Bureaux Pays du PNUD n'ont ménagé aucun effort dans l'accompagnement des gouvernements et des peuples en dépit du contexte extrêmement difficile et délicat. Il est donc opportun de se questionner sur l'engagement des Bureaux Pays et ce qui a été fait concrètement afin de renforcer la résilience des populations. La production de ce rapport répond à l'impératif de la redevabilité mais également celle de la mise en orbite des différents défis ainsi que les solutions proposées par rapport aux moyens d'existence et la relance des économies locales. Il s'agit ici de présenter les interventions catalytiques du PNUD à travers les Bureaux pays, de manière à les questionner pour des réponses efficaces aux problèmes à la fois conjoncturels et structurels des différents pays. Il est donc clair que les dynamiques locales et stratégiques enclenchées méritent toute l'attention au regard de l'engagement pris quelle que soit la modicité des ressources financières allouées. Ce rapport que je vous convie de lire se propose donc d'apporter quelques éléments des réponses à ces préoccupations tout à fait légitime.

**Alessandra Casazza**  
Coordonnatrice,  
Hub Résilience du PNUD  
pour l'Afrique



**Njoya Tikum**  
Directeur,  
Bureau sous-régional du PNUD pour  
l'Afrique de l'Ouest et du Centre





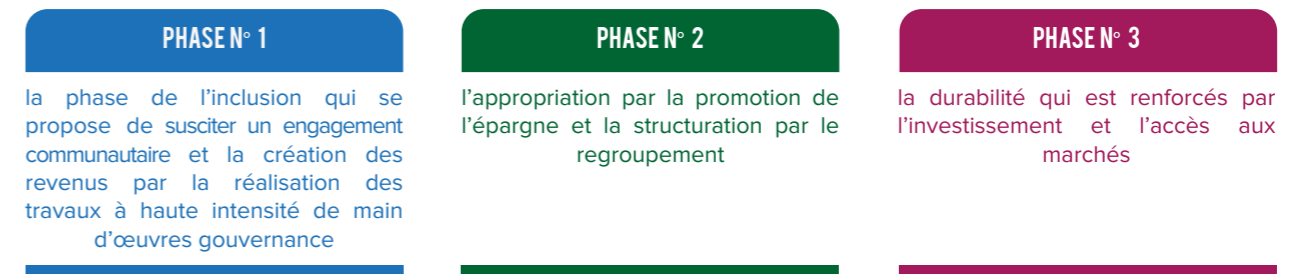
# INTRODUCTION

Près de 70% de la population africaine croupit sous le seuil de la pauvreté dont la majorité est constituée de la population vivant en milieu rural. Des données convergentes révèlent que les femmes représentent près de 60% des populations touchées. Les conflits à répétition, la montée de l'extrémisme, les effets du changement climatique et les conditions socioéconomiques ont également mis sur le chemin de l'exode, des milliers des populations, abandonnant leurs villages et moyens d'existences pour des horizons incertains. Les personnes déplacées, les réfugiés et même les communautés hôtes, sont victimes des situations pour lesquelles elles sont très souvent étrangères.

La COVID 19 a été un coup fatal pour les populations mais également pour les économies locales. Quand bien même que les contaminations n'ont pas atteint des niveaux redoutés à l'instar du reste du monde, les effets socioéconomiques liés aux mesures préventives et de protection ont été très fatales. La majorité des économies sont entrées en récession et les indices de développement humain ont reculé. Beaucoup d'emplois ont été perdus surtout dans le secteur de tourisme, de commerce, de la transformation, ... la levée progressive de ces mesures à la suite du ralentissement de la progression de la pandémie augure la reprise timide de l'activité économique et les moyens d'existences des communautés.

Dans cette dynamique, les Bureaux Pays en appui aux gouvernements se sont déployés afin de limiter les dégâts et construire la résilience pour un rebondissement des économies locales. Il s'agit ici des approches combinées, des actions et des démarches entreprises pour produire les changements souhaités dans un contexte de fragilité, de crise et de post-crise. Il s'agit pour l'essentiel de :

- **La promotion de la cohésion sociale et l'appui aux activités génératrices des revenus** : l'approche 3X6 a été la plus utilisée. C'est une approche de programme innovante du PNUD qui promeut les moyens de subsistance durables pour les personnes vulnérables et les groupes touchés par les crises, tels que les catastrophes naturelles ou les conflits armés. L'approche 3x6 utilise des compétences, des ressources et des expertises locales pour accompagner les personnes affectées par des crises à devenir financièrement indépendantes. Elle contribue ainsi à la relance économique locale par des interventions d'urgence, en posant les bases de développement durable. Elle est déclinée en 3 phases<sup>1</sup> subdivisée chacune en deux actions majeures notamment :



- **La relance des économies locales** qui se traduit par:
  - (i) **L'appui aux coopératives** : il s'agit de la promotion de la mutualisation des efforts des petits producteurs essentiellement fermiers et éleveurs afin de leurs permettre d'améliorer leurs rendements et la qualité de leurs produits. En Mozambique<sup>2</sup> par exemple, les petits producteurs se battent entre les conflits, le changement climatique et le COVID 19. Dans ce pays, il a été relevé que «les associations agricoles ont échangé des intrants ou mis en commun de l'argent pour se soutenir les unes les autres» durant la crise liée au Covid 19. La facilitation de l'accès aux marchés

<sup>1</sup> The UNDP 3x6 Approach: Enhancing resilience through livelihoods recovery programmes in post-crisis and transition settings

<sup>2</sup> <https://africanarguments.org/2021/11/mozambique-the-farmers-navigating-conflict-climate-change-and-covid/?fbclid=IwAR-27eD-u5WxA4A7AsXsBfbYxtwFVYwCIUP0kNwXiKVmuYan7VBw-XCN>

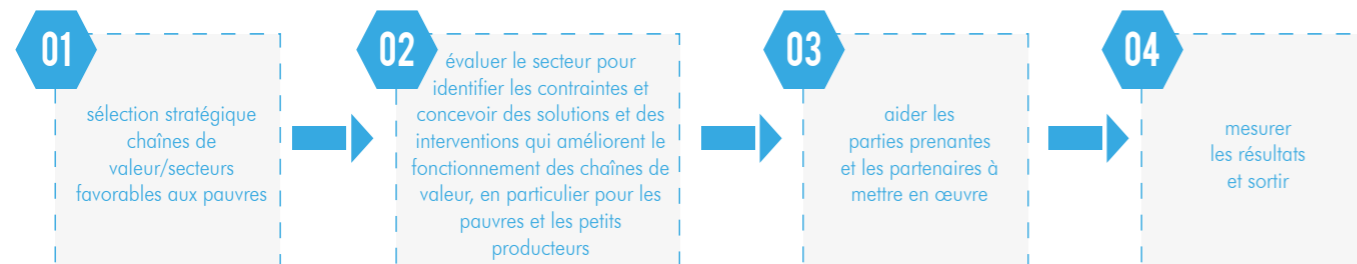


est aussi un atout de cet appui et permet de renforcer les capacités des petits producteurs et leur permet de participer dans les échanges ;

**(ii) L'appui aux PME :** cet accompagnement des plus petites activités économiques non agricoles passe très souvent par l'appui technique, la dotation d'équipements et l'accès aux financements. Il s'agit pour l'essentiel de renforcer leurs capacités de manière à connaître le chemin de la croissance et générer d'avantage d'emploi et des revenus ;

**(iii) Les chaînes de valeurs<sup>3</sup> /chaînes d'approvisionnements :** cette approche est davantage globale et vise à adopter une perspective à l'échelle du système, en soutenant la conception de stratégies qui identifient les contraintes à plusieurs niveaux (micro-méso-macro). Elle propose de faire face au différentes contraintes par le développement de partenariats stratégiques avec les acteurs clés de la CV grâce au dialogue et à la promotion du partenariat public-privé. Les synergies avec les agences spécialisées des Nations Unies et d'autres partenaires techniques sont également encouragés.

Le « Manuel de développement des marchés inclusifs » du PNUD décrit cet approche comme une séquence des valeurs liées, s'ajoutant aux activités d'une entreprise pour un produit ou un service spécifique de la production primaire en passant par le traitement, la transformation, le marketing et jusqu'à la vente finale du produit aux consommateurs. Elle comprend également la fourniture d'un train spécifique nécessaire dans les différentes phases de la production. Cette approche de développement des chaînes de valeurs comprend globalement les étapes suivantes :



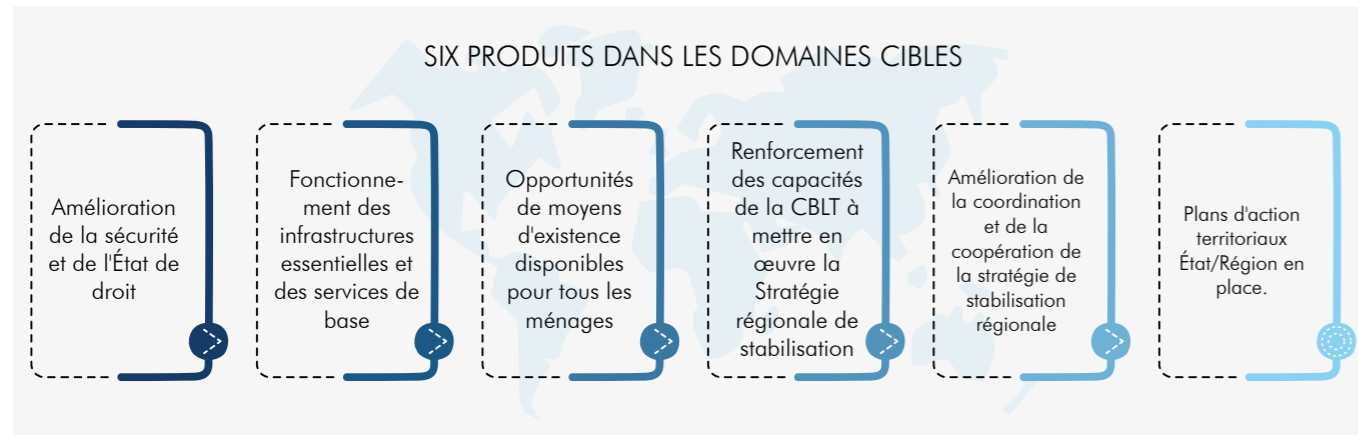
- **La stabilisation ou les programmes de stabilisation**, se proposent dans un contexte post-crise, de remettre le pays ou la région sur la voie de développement. Pour le programme de stabilisation du bassin du lac Tchad par exemple<sup>4</sup>, elle cherche à générer des politiques et programmes orientés vers la stabilisation et le développement à long terme de la région du Bassin du lac Tchad ; à s'ancrer sur des points communs tout en tenant compte des particularités de chacun des États concernés dans la Région ; et de s'attaquer aux causes profondes de la crise pour renforcer la résilience. Dans l'ensemble, il est prévu de consolider les acquis de la MNJTF dans les zones touchées par Boko Haram. La Stratégie est étayée par un ensemble de 9 (neuf) principes directeurs adoptés lors de la première Conférence sur « Accompagner le développement d'un cadre pour une stratégie régionale de stabilisation pour les zones touchées par Boko Haram » convoquée du 2 au 4 novembre 2017 à N'Djamena, Tchad. Ces principes devraient guider la mise en œuvre de la stratégie. Pour le Programme du Lac Tchad<sup>5</sup>, les résultats escomptés seront atteints grâce à la réalisation de six produits dans les domaines cibles :

<sup>3</sup> Value Chain Development Approaches and activities by seven UN agencies and opportunities for interagency cooperation: Le rôle du PNUD est clairement défini aux côtés des autres agences sœurs sur les questions relatives à l'appui aux chaînes de valeurs.

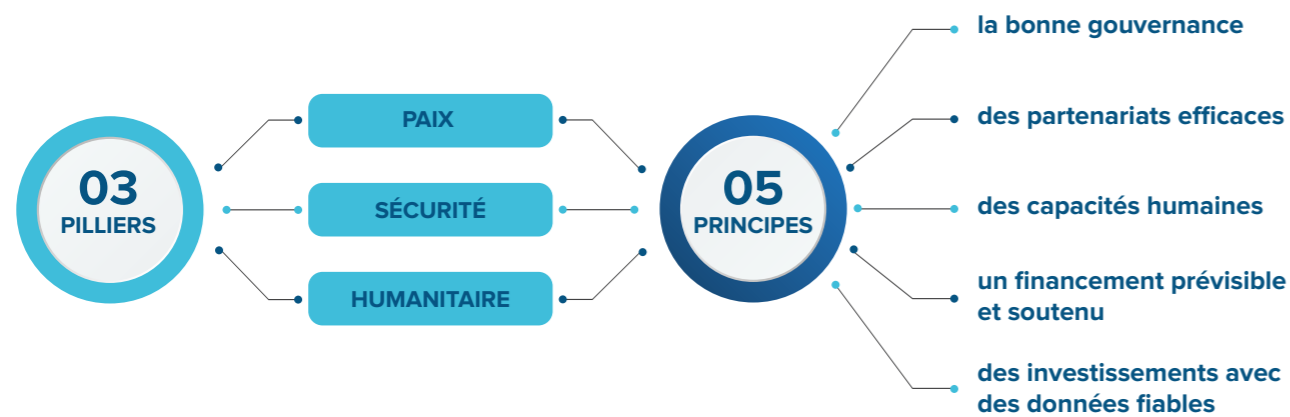
<sup>4</sup> REGIONAL STRATEGY for the Stabilization, Recovery & Resilience of the Boko Haramaffected Areas of the Lake Chad Basin Region

<sup>5</sup> Document de programme du lac Tchad





- **Le nexus HDP** : cette approche se réfère à une démarche qui intègre dès le départ, lors des réponses humanitaires, des fondements de la construction de la paix et du développement. Cette approche qui fonde la « nouvelle façon de travailler » a été conçue comme la solution de bon sens - en reconnaissant des objectifs communs et en optimisant les ressources et les capacités existantes pour aider toutes les personnes non seulement à répondre à leurs besoins humanitaires urgents, mais aussi à réduire les risques et la vulnérabilité. Ainsi, Achim Steiner, lors du lancement du rapport national sur le développement humain du Nigéria, intitulé « *Achieving Human Development in North East Nigeria – Towards an Understanding of the Humanitarian-Development-Peace Nexus*<sup>6</sup> ». Il le présente de la manière suivante : un cadre intégré 3+5, qui articule trois piliers de réponse intégrée (paix et sécurité, humanitaire et développement) soutenus par cinq principes de bonne gouvernance, des partenariats efficaces, des capacités humaines, un financement prévisible et soutenu, ainsi que des investissements dans données fiables.



- **L'inclusion financière** : celle-ci passe par l'accès à tous à des services financiers diversifiés et de qualité. En plus des institutions formelles, l'appui aux mécanismes informelles et communautaires de collecte d'épargne de de crédit ont permis d'étendre la couverture même dans les zones les plus reculées et en conflits. L'appui sectoriel a permis de renforcer la réglementation et la supervision du secteur tout en renforçant la structuration de l'industrie. La digitalisation des services financiers a été l'une des grandes innovations fortement propulsées par le contexte de la COVID 19.

Dans des contextes de fragilité, de crise et de post-crisis, les populations vivant en milieu rural ont été celles qui ont le plus ressenties les effets des chocs et de ce fait, elles ont majoritairement été la cible des interventions des programmes des bureaux Pays. Il s'agit des fermiers, des éleveurs, des petits commerçants, des artisans, ... Les femmes et les jeunes ont bénéficié d'un appui à tous les niveaux et surtout dans la réinsertion socio-professionnelle. Les personnes déplacées, les réfugiés et les communautés hôtes ont également bénéficié de l'attention du programme, la mobilité humaine devenant de plus en plus un indicateur de dynamisme économique à travers les échanges transfrontaliers, l'amélioration des rendements.

Ce rapport se propose de présenter dans la première partie les moyens d'existences et relèvement économiques mais également les différentes approches et points d'entrée tant au niveau des bureaux pays qu'au niveau régional. La deuxième partie sera dédiée à la présentation des expériences des bureaux pays sur base de leur contexte mais également des approches utilisées, des résultats atteints, des leçons apprises, des défis et des perspectives. C'est notamment **la Mauritanie, la Guinée Bissau, la Namibie, le Niger, le Liberia, le Congo Brazzaville, le Madagascar, l'Uganda, le Burkina Faso et la République Démocratique du Congo**. Une conclusion finale relevera les leçons apprises qui devront être prises en compte afin d'améliorer l'impact des différentes interventions.



6 <https://www.undp.org/speeches/humanitarian-development-peace-nexus>



# PARTIE I.

## Les moyens d'existence et la relance des économies

L'Afrique contemporaine fait face à un contexte socio-économique caractérisé par **des situations de fragilités qui débouchent très souvent sur des crises** les unes plus violentes et désastreuses que les autres. Les effets de ces crises et de ces contextes de fragilités sont ressentis fortement auprès des populations vulnérables. Il s'agit essentiellement du faible accès aux services sociaux de base, la rareté des biens alimentaires, la faible création d'emploi et des revenus, une pauvreté généralisée. L'apparition de la COVID 19 a amplifié la situation de fragilité déjà très désastreuse avec un impact socioéconomique préoccupant.

Les interventions des Bureaux Pays et des projets régionaux en réponse à cette situation, sont à comprendre à travers des modèles et des approches utilisées en tirant des leçons apprises de la mise en œuvre des programmes.

### 1.1. Le modèle des moyens d'existence et de la relance des économies

La recherche de la modélisation de la situation et des interventions à y apporter nécessite une très bonne compréhension des différents facteurs qui interviennent dans le problème. Ici, comme éléments causals, il s'agit des chocs qui surviennent, des tendances qui s'imposent à tous et qui perturbent les habitudes ou alors des catastrophes qui renversent la situation. Ceci affecte les moyens humains, financiers, matériels. Pour ce faire, la pertinence des stratégies des moyens d'existence et de relèvement économiques s'imposent afin de venir au secours des victimes et des populations impactés par les chocs et autres effets extérieurs. Les moyens d'existences se définissent comme des « compétences, les atouts (à la fois matériels et sociaux) et les approches qui seront utilisées par les individus et les communautés pour survivre et prospérer. Des moyens de subsistance durables impliquent que ces individus ou communautés peuvent gérer (anticiper, préparer, affronter et surmonter) les moments de crise, et sont capables de maintenir et d'augmenter leurs sources de revenus, sans surexploiter l'approvisionnement en ressources naturelles<sup>1</sup>».

Quant à la relance économique, elle est comprise comme « un processus consistant à stimuler la croissance de l'économie (locale) d'une région pendant et après la crise. L'accent mis sur la reconstruction d'une économie locale plus résiliente et inclusive, en tirant parti des opportunités grâce au développement du marché, au renforcement des entreprises nouvelles et existantes, et à la création d'emplois et de moyens de subsistance dans le secteur privé. C'est une tendance à l'amélioration de la dynamique de multiples paramètres économiques à travers des interventions catalytiques, à la fois sur l'écosystème et les moteurs économiques (infrastructures, compétences, opportunités, services, institutions, gouvernance, état de droit, etc.)<sup>2</sup>

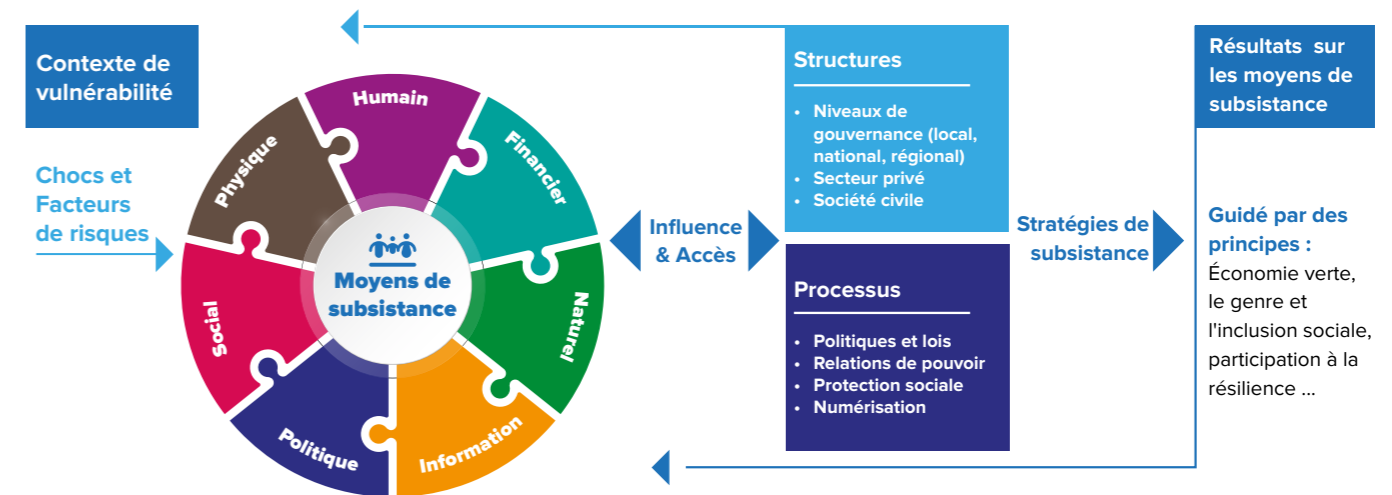
Il ressort de ces définitions que l'analyse des moyens d'existence et de la relance des économies locale sont fortement influencées par la survenance des chocs. Il peut s'agir des effets du changement climatique, la survenance de conflits armés, les déplacements forcés, les migration, les décisions politiques ...

Ce modèle est traduit par le schéma<sup>3</sup> suivant :

1 UNDP Guidance, NoteLivelihoods and Economic Recovery for Fragile and (post)Crisis/Transition Settings

2 UNDP Guidance, NoteLivelihoods and Economic Recovery for Fragile and (post)Crisis/Transition Settings

3 UNDP Guidance, NoteLivelihoods and Economic Recovery for Fragile and (post)Crisis/Transition Settings



## 1.2. Les moyens d'existence les plus pertinents pour l'Afrique

Le Hub de Dakar dans son offre, se focalise sur des questions de la **Gouvernance**, des **Jeunes** et des **Changements climatiques**. Certaines des thématiques vont au-delà de la zone d'Afrique de l'Ouest et de Centre que couvre le Hub de Dakar. C'est le cas des questions d'énergie ou alors des moyens d'existence et la relance des économies. Cette dernière est en plus transversale au regard du contexte de fragilité de la majorité des pays africains mais également de la prévalence des situations des crises et d'après crises.

Au niveau des Bureaux Pays, les programmes se focalisent essentiellement sur la croissance inclusive avec un focus sur les moyens d'existence et la relance économique. Les équipes déployées sur terrain, se mettent en ordre de bataille afin d'affronter cette réalité et appuyer les gouvernements dans la mise en route des réponses. Ainsi donc, du fait de l'acuité de la situation dans certains pays, la nécessité de la pertinence de l'offre et des approches utilisées devrait renforcer la crédibilité du PNUD auprès des différents partenaires.

L'agriculture et l'élevage se révèlent être les activités les plus représentatives des moyens d'existence en Afrique. Dans certains pays, **près de 80% de la population** vivent de ces activités et en tirent l'essentiel de leurs revenus. Mais, cependant, ces activités restent fragiles et n'arrivent pas jusque-là à rémunérer convenablement ceux qui en ont fait leur emploi et gagne-pain du fait de faible l'accès aux marchés, des rendements en dessous des moyennes, des contraintes légales et réglementaires, ...

### 1.2.1. L'agriculture

Les activités autour de l'agriculture permettent aux ménages de trouver de la nourriture pour eux-mêmes mais également pour leur prochains à travers les mécanismes des marchés. Pour la majorité des pays africains, l'agriculture est de subsistance et n'arrivent pas à couvrir les besoins alimentaires. La majorité des pays connaissent de situation de rareté alimentaires.





Selon les dernières statistiques du cadre harmonisé<sup>4</sup> et de l'IPC de janvier 2021,

environ **25 millions** de personnes en Afrique de l'Ouest et du Centre connaissent une insécurité alimentaire grave

soit un accroissement de **36% par rapport à son niveau de 2020**,

avec des progressions très préoccupantes au Togo, Benin, Ghana et Nigeria, des pays considérés initialement comme celles qui avaient des bonnes performances en matière de sécurité alimentaires. Cette progression, traduit la fragilité des mécanismes mis en place mais également la résilience des économies de la région face aux chocs dont celui de la pandémie de COVID 19.

Les coopératives, sans être des panacées, ont permis de mutualiser les efforts et renforcer les capacités des petits producteurs/fermiers essentiellement opérant en milieu rural. Ces structures dont l'efficacité n'est plus à démontrer, ont été appuyées par le PNUD dans différents pays africains dans des contextes différents. La mise en lumière de ces expériences sur base des leçons apprises devra contribuer à l'amélioration des pratiques et la qualité de ces instruments de développement communautaires. Dans ce contexte post COVID 19 et de l'ouverture à la zone africaine de libre-échange, Il est tout à fait important de relever la valeur ajoutée de cet instrument, de démontrer comment elle peut contribuer à la participation des petits fermiers aux échanges dans le cadre de la ZLECAF.

### 1.2.2. L'élevage

L'élevage est l'une des activités représentatives du Sahel ou mieux de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et le bovin occupe une place de choix. Le nombre est estimé à près de 60 millions de têtes dans le sahel, soit près de 25 % de l'élevage des bovins en Afrique, mais n'arrive pas encore à marquer les marches de son empreinte. La vache est même le symbole de la richesse et d'influence dans plusieurs zones... De manière générale dans les pays sahéliens, la contribution de l'élevage au PIB agricole est de l'ordre de 40 %. Si on comptabilise la force de travail et la fumure organique en tant que produits de l'élevage, la contribution du secteur au PIB agricole dépasserait les 50 % pour l'Afrique de l'Ouest.

Il ressort clairement que l'élevage est l'un des moyens d'existence de la population africaine et contribue aux objectifs pertinents de la sécurité alimentaire, de la création d'emplois et des richesses. Selon l'OCDE l'élevage fournit près de 52,5 % des emplois sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest parmi lesquels, les jeunes désœuvrés et ceux vivant en milieu rural. Des options pertinentes pour une économie circulaire sont envisageable avec des forts effets d'entraînements dans l'agriculture. Au-delà de la dimension de la génération des conflits entre éleveurs et agriculteurs, des opportunités de dialogue, de développement des échanges sont possible et méritent d'être connus et promus.

Ainsi, pour les Nations unies, la problématique des conflits fermiers et éleveurs est centrale pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Lors de la dernière réunion du comité exécutif, d'octobre 2020, les recommandations suivantes ont été formulées :

1. **l'élaboration de la feuille de route des décisions** avec une emphase sur le renforcement des efforts régional et transfrontaliers en les liant aux efforts des pays
2. **le renforcement des piliers locaux**, régionaux et transfrontaliers afin d'arrêter les violences encourus ;
3. **l'amélioration des investissements** dans les infrastructures et ressources communes pour les éleveurs et les petits fermiers comme les moyens d'existence, les opportunités d'apprentissage pour les jeunes. L'unité de coordination de l'UNISS a pris l'engagement de pousser cet agenda auprès des agences des Nations Unies opérant dans la zone sahélienne.

<sup>4</sup> Rapport cadre harmonisé pour la zone de l'Afrique de l'Ouest et du centre



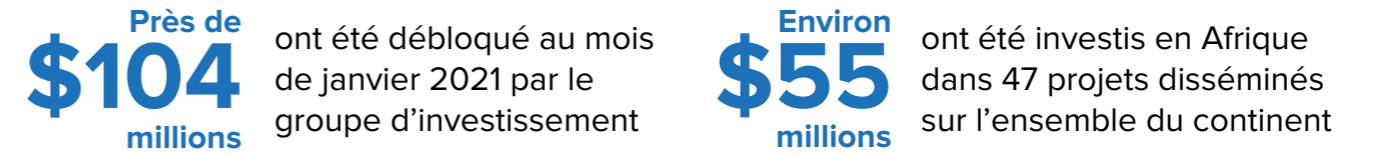


Autant que l'UNISS, Le « **African Borderland Center** » lancé par le PNUD joue un rôle de premier plan aux côtés d'autres initiatives dans la compréhension des échanges transfrontaliers et les impacts au niveau communautaires. Des recherches sont en cours sur la vulnérabilité auprès des fermiers et des éleveurs. Cette démarche complémentaire, consiste donc à faire le point sur le savoir sur la contribution de l'élevage au développement de l'Afrique, explorer les voies et moyens de l'amélioration de sa contribution mais également de sa capacité à faire avancer les économies locales en faveur des populations marginalisés dont les femmes et ceux vivant en situation de précarité. De ce fait l'identification des meilleures politiques et axes d'interventions pertinentes devront permettre de développer des programmes susceptibles de changer l'orientation de l'Afrique en faveur de son économie et de sa population. Il s'agira donc d'une approche régionale mais également dans les pays pilotes sur base des initiatives existante mais également du potentiel de pays dans le domaine de l'élevage en tant qu'importateur ou exportateur net.



### 1.3. Le financement des programmes et projets

Le financement du RFF a permis d'apporter des réponses aux effets de la pandémie de la COVID 19.<sup>5</sup>



Hormis les appuis à la santé et à la gouvernance, le reste des ressources ont été affectés à des projets relatifs aux moyens d'existence et relèvement économiques notamment pour la digitalisation et innovation, l'économie verte et la protection sociale.



### 1.4. L'ouverture aux marchés

Le Développement des échanges en Afrique de manière générale et dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre de manière particulière est l'une des grandes opportunités qui permettra d'offrir des nouveaux débouchés et la distribution des biens et services. Ce marché estimé à près de 1,216 milliard âmes continue à faire face aux défis d'accès aux biens alimentaires et de première nécessité alors que le potentiel ne fait pas défaut. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a commencé ses activités le 1er janvier 2021, créant un marché de 1,2 milliard de personnes et le huitième bloc économique au monde avec un PIB actuel combiné de 3 billions de dollars, et qui devrait plus que doubler d'ici 2050. L'ouverture au commerce aura cette vertu d'améliorer la distribution auprès des populations enclavées à causes des barrières douanières et économiques mais également la création des emplois et des revenus grâce aux opportunités qu'elle engendre. La ratification progressive de la charte de ZLECAf et sa mise en route permettra de susciter le potentiel des chaînes des valeurs porteuses et les orienter vers les populations qui en ont besoin notamment ceux vivant en dessous du seuil de pauvreté et laissées pour compte.

<sup>5</sup> Rapid financing facility, in support of UNDP beyond recovery COVID 19 offer, report of investment group, january 2021

## **PARTIE II.**

### **Les expériences des Bureaux Pays**



## **MAURITANIE**

*Création d'emploi dans l'artisanat et la transformation des produits locaux en faveur des coopératives des femmes.*

---

**Partenaires clés :**

Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Communes, bénéficiaires, ONGs nationales et internationales

**Donateurs :**

Funding Windows

**Budget global :**

\$ 1 243 000

**Modalité de mise en œuvre :**

\_NIM

**Situation de fragilité :**

Stable



## I. Sommaire du contexte local

La Mauritanie a affiché ces deux dernières années des performances nettes sur le plan du développement humain et de la croissance, affichant respectivement un bond de 4 places dans le classement mondial du développement humain (passant de 161 en 2018 à 157 en 2019), avec un indice de 0,546 ; et doublant son indice de croissance économique qui est passé de 2,1 à 5,9 entre 2018 et 2019. En 2020, ces acquis ont été remis en cause par l'impact de la pandémie de COVID-19 qui a affecté la Mauritanie à l'image du reste de la planète. Alors que la Mauritanie se classait 151ème sur 162 en 2019, en matière de parité genre, il est anticipé que la pandémie aura une incidence sur cette progression.



Pour faire face à ces défis, le Gouvernement a formulé en Octobre 2020 un ambitieux Programme d'accélération des Objectifs de Développement Durable (ODD), appelé (PROPEP), et qui constitue le plan national de relance post COVID. Avec un budget de USD 644 Millions pour 3 ans, ce programme vise principalement le désenclavement des zones les plus affectées par la pauvreté, l'accès aux moyens de production à l'attention des populations les plus vulnérables dont les femmes et les jeunes, et la protection de l'environnement.

Dans ce contexte, le PNUD est intervenu de manière coordonnée avec le Gouvernement et l'ensemble des partenaires pour apporter une réponse cohérente avec le dispositif national de riposte, tout en mettant l'accent sur les poches de pauvreté extrêmes et en veillant à renforcer la résilience chez les couches les plus vulnérables (femmes et les jeunes).

## II. Présentations des activités menées

104 Structures de femmes et de jeunes ont été encadré dans l'apprentissage de nouvelles techniques de production respectueuses de l'environnement. Spécifiquement 300 femmes ont été formées sur les techniques de production artisanale pour la teinture, la saponification, et la fabrique de produits alimentaires dérivés de la transformation agricole locale (confitures, boissons). 15 jeunes ont été initiés à la technique de fabrique de foyers améliorés.



Une visite d'échange et de partage d'expériences a été organisée à Kaédi, Gourdiouma et Wouro Dialaw. 200 femmes des coopératives des communes de Blajmil et Hamoud ainsi que le Délégué Adjoint du MASEF et l'Inspecteur départemental du MDR ont pris part à cette visite

2560 emplois ont été créés dans le domaine de l'artisanat, la transformation des produits locaux, entre autres, bénéficiant à 98% à des femmes qui ont pu initier des AGR. 57% de ces emplois sont permanents et bénéficient directement à 1400 Femmes et 60 jeunes hommes. En outre, la sécurisation de 31 périmètres maraichers et pluviaux dans les wilayas de l'Assaba et du Guidimakha au profit d'une population d'environ 6650 personnes dont 66 % des femmes, a été assurée ; contribuant ainsi à réduire considérablement les conflits entre éleveurs et agriculteurs pour l'accès à la ressource.

## III. Un encadré des résultats majeurs

Indicateurs	Réalisations
<p><b>Indicateur 1.2.1</b> : Nombre de nouveaux emplois créés  <b>Niveau de référence</b> : 112 (F : 56 ; H : 56)  <b>Cible</b> : 600 (F : 300 ; H : 300)</p>	<p>2560 emplois créés dont :                      2 500 femmes et 60 hommes</p>
<p><b>Indicateur 1.2.2</b> : Nombre de femmes et d'hommes supplémentaires qui bénéficient de moyens de subsistance renforcés  <b>Niveau de référence</b> : 5 230 (F : 3 560 ; H : 1 670)  <b>Cible</b> : 10 000 (F : 7 000 ; H : 3 000)</p>	<p>31 périmètres maraichers et pluviaux clôturés</p> <p>27 moulins à grains et 27 congélateurs solaires ont été remis aux coopératives féminines et aux associations des jeunes</p> <p>300 femmes ont acquis des compétences dans l'artisanat, la transformation des produits locaux,... et ont été dotées d'outils de fabrication artisanale leur permettant d'initier des activités génératrices de revenus notamment dans la transformation des produits locaux.</p> <p>Une population de 40.000 personnes (dont 70% de femmes) dans 4 communes des régions de l'Assaba et du Guidimakha ont désormais un accès plus facile aux actifs de production clés comme le maraîchage, la transformation des produits locaux, la meunerie, la savonnerie, la teinture, accompagnés d'équipements collectifs (moulins, adduction d'eau, congélateurs solaires) et de santé animale.</p>

## IV. Les leçons apprises

- 1. La pérennisation des acquis des investissements** dans la promotion des moyens de subsistance durable suppose une méthodologie intégrée alliant l'apprentissage de l'entrepreneuriat avec les techniques de transformation de la chaîne de produits dérivés. Le PNUD a développé en Mauritanie une nouvelle génération d'interventions visant ces 2 aspects complémentaires.
- 2. La pérennisation suppose par ailleurs un ancrage** dans les priorités nationales et une planification conjointe avec les principaux acteurs pilotant les priorités nationales en matière d'emploi. La nouvelle offre du PNUD en Mauritanie se fait sous la modalité NEX avec un ancrage de l'équipe technique au sein de la Direction Nationale de Coordination de l'Emploi.
- 3. La mise à l'échelle des initiatives** repose sur une coordination forte des acteurs et partenaires autour d'objectifs communs.



# GUINÉE BISSAU

## Appui à l'entrepreneuriat féminin

### **Partenaires clés :**

ENGIM / Ministère de l'Economie et Haut-Commissariat pour la Covid-19

### **Donateurs :**

UNDP/Japan

### **Budget global :**

\$320,000

### **Modalité de mise en œuvre :**

DIM

### **Situation de fragilité :**

...



## I. Sommaire du contexte local

La Guinée-Bissau est un pays en développement caractérisé par l'immenses difficultés, que ce soit d'un point de vue économique-financier, sanitaire ou éducatif. Comme une spirale, les difficultés se renforcent mutuellement et touchent tous les domaines de la vie sociale, politique et économique et conditionnent les décisions de politique publique, exacerbant le mécontentement social dans un contexte déjà fragile.

En raison de son faible niveau de développement humain (IDH : 0,480), la Guinée-Bissau est classée 175ème position sur une ensemble de 187 pays évalués dans le monde par le PNUD, où le RNB (PPC) par habitant se situe à 1 996 \$ (RDH 2020). Le faible niveau d'investissement dans le système de santé et l'éducation au fil des ans explique la faiblesse actuelle du secteur social. Selon l'étude sur la pauvreté multidimensionnelle et le chevauchement des privations chez les enfants (MPI/MODA) 2021 réalisée par le Gouvernement de Guinée-Bissau sur la base des données MICS 2018/2019 et avec le soutien conjoint du Système des Nations Unies, notamment le PNUD et l'UNICEF, 64% de la population Bissau-guinéenne est touchée par la pauvreté multidimensionnelle. Parmi ces 64%, l'éducation contribue avec 42% suivie des conditions de vie avec 36%.

Pour mettre fin à la situation, le PNUD, en collaboration avec des partenaires, a appui les autorités et acteurs nationaux dans la recherche de solutions adéquates et durables pour répondre aux besoins pressants. Ces actions ont abouti aux activités décrites ci-dessous.

## II. Présentations des activités menées

Le projet 3X6 vise à fournir des moyens de subsistance durables aux femmes tout en fournissant un travail contre rémunération pour un soulagement économique rapide et un soutien au lancement de MPME en démarrage pour la génération de revenus durables. Le soutien fourni comprend une formation sur le développement des entreprises, les compétences entrepreneuriales, la littératie financière et les compétences professionnelles, le mentorat et le financement de démarrage sous forme de subventions et un meilleur accès à la microfinance. Le projet fournit également un soutien et un mentorat pendant la phase initiale critique de la création d'entreprises

## III. Les leçons apprises

**Parmi toutes les initiatives entreprises, certaines ont fonctionné et contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus nécessiteuses et vulnérables. Mais certains n'ont pas été poursuivis en raison de l'absence d'infrastructures et de conditions basiques pour leur pérennité/durabilité. Par conséquent, il sera nécessaire d'améliorer les conditions de base, notamment la réforme dans l'administration publique afin de renforcer les capacités des populations les plus vulnérables, créant la résilience pour le développement durable des communautés ciblées.**





# NAMIBIE

## *La digitalisation et l'appui au secteur informel*

### Partenaires clés :

Ville de Windhoek, Conseiller Communautaire et de Circonscription de Groot Aub, Ministère de l'Information, de la Technologie et de la Communication, Bureau du Premier Ministre, Ministère de l'Intérieur, de la sûreté et de la sécurité de l'immigration, Organisation du secteur informel de Namibie, Université des Sciences et de la Technologie de Namibie

### Donateurs :

N/A

### Budget global :

\$50,000 (\$25,000 from UNDP + \$25,000 from Gouvernement Partners)

### Modalité de mise en œuvre :

Mode de facilité d'engagement et partage des coûts avec le gouvernement

## I. Sommaire du contexte local

L'approche politique habituelle préconiserait une approche descendante, tandis que l'Accelerator Lab s'appuie sur des approches ascendantes pour une plus grande appropriation et durabilité des solutions. Grâce à l'Accelerator Lab, le bureau de pays a expérimenté et cartographié des solutions en utilisant l'innovation de base et la collaboration communautaire. Grâce à nos expériences, nous luttons contre les insécurités liées à la génération de revenus, en veillant à ce que tous les citoyens aient accès à la protection sociale et que les membres de la communauté soient inscrits au registre national de la population.

## II. Présentations des activités menées

Nous avons lancé deux expériences, l'une dans notre laboratoire jeunesse, axée sur la génération de revenus pour les jeunes de la communauté risquant de ne pas avoir de protection sociale ni d'avantages sociaux. Le second est dans le laboratoire vivant (situé à 50 km à l'extérieur de Windhoek, la capitale de la Namibie) utilisant le dispositif emergo qui sera utilisé pour s'assurer que les personnes des communautés périphériques ont accès aux documents nationaux et font partie du registre de la population



Le laboratoire travaille également dans l'économie informelle, à ce jour, le laboratoire a connecté des vendeurs informels à une plate-forme de commerce électronique pour augmenter leur clientèle, en particulier sous les restrictions COVID. À la suite de cette intervention, le CO a commandé une étude diagnostique sur le secteur informel en Namibie et ce document a été présenté aux parties prenantes au cours du deuxième trimestre de l'année. Dans l'état actuel des choses, le ministère du Commerce et de l'Industrialisation est en train d'élaborer une politique au profit du secteur informel en Namibie et le CO a mis à profit des relations positives avec le ministère afin que les conclusions de l'étude diagnostique puissent aider à la formulation de la politique.

Le laboratoire, à travers son partenariat avec l'Université namibienne des sciences et technologies, est sur le point de lancer un nouveau mécanisme de financement du secteur informel en Namibie par le biais d'une plateforme de financement participatif destinée au secteur informel en Namibie..



<b>Lieu de mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Groot aub (Windhoek Rural) et 8ste laan (Péri-urbain)</li> <li>✓ Pour les solutions d'économie informelle - en commençant par la région centrale avec des plans d'expansion vers d'autres régions</li> </ul>
<b>Durée de mise en oeuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Cycle de 90 jours selon les méthodologies Accelerator Lab</li> </ul>
<b>Appropriation des parties prenantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ En cours pour assurer l'appropriation</li> </ul>
<b>Quelques contraintes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manque de sentiment d'urgence de la part des parties prenantes</li> <li>✓ Établissement de relations approfondies</li> <li>✓ L'accès aux données et à la technologie est un défi,</li> <li>✓ Des retards dans le déploiement de l'innovation numérique</li> <li>✓ Compréhension autour de l'innovation, un terme largement inaccessible mais souvent utilisé, pas de consensus commun sur le sens</li> <li>✓ La lenteur des progrès, les solutions ne sont pas toujours facilement disponibles ou mises à l'échelle.</li> </ul>
<b>Solutions proposées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Développement continu de solutions et tests de ces solutions</li> </ul>

### III. Résultats réalisés

- **Étude diagnostique commandée** sur le secteur informel en Namibie qui a été présentée aux parties prenantes
- **Divers partenaires ont été convoqué pour s'attaquer aux problèmes affectant les moyens de subsistance** dans les zones rurales (Groot Aub) et périurbaines (8ste Laan) avec diverses expériences prévues. Les expériences doivent commencer après deux autres réunions consultatives avec la communauté (qui auront lieu les 15 et 29 octobre 2021)
- **CO a acquis une machine emergo** qui permettra aux communautés des zones rurales de Windhoek de recevoir des documents nationaux sans avoir à se rendre dans les villes centrales.

### IV. Les leçons apprises

- **Il est nécessaire d'avoir l'adhésion des parties prenantes**
- **Les solutions développées peuvent être appropriées, mais en raison du manque d'accès aux données et à la technologie, l'adoption de la solution peut être lente**
- **Il est nécessaire d'enseigner et de simplifier les différents concepts d'innovation afin que les parties prenantes puissent avoir une meilleure compréhension car cela entrave le progrès**



## NIGER

*Le « build back better » en faveur des déplacés et réfugiés autour des chaînes des valeurs agricoles et d'élevage*

#### Partenaires clés :

Commune de Tibiri, Commune de Guidan Roundji, Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP)

#### Donateurs :

Funding Windows

#### Budget global :

\$500 000

#### Modalité de mise en œuvre :

DIM

#### Situation de fragilité :

Relèvement socio-économique des populations hôtes des réfugiés



## I. Sommaire du contexte local

Depuis 2014, le Niger est au centre des conflits de part et d'autre de ses frontières. En 2016, déjà le Niger gérait d'importants mouvements de populations sur six (6) de ses sept frontières. Jusqu'à tout récemment, seul le centre-Est du pays (Maradi-Zinder) est épargné, mais en début 2019, la région de Maradi qui était paisible jusqu'à là, enregistre ses premières attaques à mains armées, les départements de Madarounfa et d'Aguié sont les premiers concernés suivi très rapidement du département de Guidan Roumdji.

Au niveau du département de Guidan Roumdji, la crise humanitaire se caractérise par un afflux massif de réfugiés venant des états du Nigeria voisin, il s'agit notamment des états de : Sokoto, Zamfara et Katsina. Les événements qui se sont succédé ont conduit 45 000 personnes à trouver refuge dans le département de Guidan Roumdji. Cette arrivée de réfugiée vient aggraver une situation qui n'est pas des meilleures. En effet, le département de Guidan Roumdji a déjà été identifié par les enquêtes nationales comme une zone vulnérable. Les populations hôtes qui se relèvent timidement des chocs des inondations d'une part et des poches de sécheresse ainsi que les attaques d'ennemis de cultures d'autre part se trouvent assaillis par le flux de réfugiés. La population locale fortement éprouvée, a résisté et a fait prévaloir la solidarité et la générosité légendaires des communautés villageoises du Gobir



## II. Présentations des activités menées

Le projet vise à renforcer la résilience des communautés pour un relèvement résilient en appliquant les principes du Build Back Better. Il complète les efforts déployés par le gouvernement pour atténuer les effets de l'afflux massif de réfugiés sur l'économie locale en soutenant le relèvement socio-économique des communautés d'accueil et le relèvement des populations déplacées.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan national global de relèvement socio-économique des populations déplacées et des communautés d'accueil au Niger. Des activités catalytiques ont été menées au profit



des femmes et des jeunes des communautés d'accueil telles que les moyens de subsistance, la création d'emplois et la promotion de la paix et de la cohésion sociale.

Les localités cibles de ce projet sont les communes de Tibiri et Guidan Roumdji qui sont les plus impactées par la crise dans le département de Guidan Roumdji (Région de Maradi).

Les interventions du projet sont réalisées sur la base d'une évaluation des besoins socio-économiques conduites dès le démarrage dans les deux communes les plus affectées du département par l'accueil des réfugiés. Une étude a été conduite pour l'élaboration d'un plan de relèvement socio-économique des populations hôtes prenant en compte l'aspect genre sur une période de trois (3) ans, disponible pour tout le département de Guidan Roumdji.

## III. Un encadré des résultats majeurs

- L'aménagement de 217 ha d'espaces pastoraux** par la lutte contre le sida cordifolia à travers des travaux haute intensité de main d'œuvre (12331 homme/jour) qui a permis d'éradiquer la mauvaise herbe qui colonise les aires, la création des emplois temporaires en freinant l'exode des jeunes et l'augmentation des revenus monétaires de 802 ménages vulnérables dont plus de la moitié des chefs de ménage sont des femmes ;
- Le renforcement des capacités techniques et matérielles agricoles de 4658 bénéficiaires** (2740 femmes, 330 jeunes et 1588 hommes) avec des équipements de transformation mis en place et installés réduisent considérablement les surcharges des femmes dans leurs travaux domestiques et contribuent fortement à leur autonomisation par la génération des revenus.
- L'assainissement du quartier de Maloumey** à travers la construction d'ouvrage de drainage des eaux pluviales (186 ml de caniveaux) par des travaux à haute intensité de main d'œuvre (110 ouvriers non qualifiés jeunes et 50 femmes pour l'apport de l'eau) contribuent à lutter contre l'inondation et freiner l'exode des jeunes ;
- La reconstitution du cheptel au profit 456 femmes** issues des communautés d'accueil des réfugiés du Nigeria avec 456 kits caprins (1 bouc et 3 chèvres par kits), ce qui a permis de lutter contre la pauvreté et la malnutrition des enfants à travers la production laitière, la fertilisation des sols à travers les déjections des animaux ;
- La récupération de 2000 m<sup>2</sup> de terres dégradées** (traitement des koris) au profit de 4043 bénéficiaires (1819 hommes et 2224 femmes) à travers le cash for work, ce qui a permis d'améliorer le cadre de vie et de cohésion sociale des populations, la défense et la restauration des Sols (DRS) et Conservation des Eaux du Sol conformément au plan de développement communal dans le domaine de la protection de l'environnement ;
- Le renforcement de la paix et la cohésion sociale** entre les différentes composantes de la communauté a été faite en synergie avec les services techniques de l'état et les communautés vulnérables bénéficiaires (réfugiés, hôtes et déplacés) à travers des activités de formation (38 leaders) et de sensibilisation (35700 personnes touchés) a permis à cette communauté de comprendre davantage l'importance de l'entraide dans la vie en communauté

## IV. Les leçons apprises

**Le besoin en termes de renforcement des capacités au niveau communautaire pour leur relèvement est énorme, La pérennisation des actions réalisées nécessite un suivi de proximité même après le projet dans la zone. Un Plan de relèvement socio-économique des communautés d'accueil des réfugiés du Nigeria victimes du conflit BKH élaboré sur trois ans existe et mérite d'être financé pour le bien-être de cette population vulnérable.**





# LIBERIA

*Entreprenariat des jeunes et la création d'emploi dans l'éco-tourisme et l'agriculture*

## **Partenaires clés :**

Ministère du Commerce et de l'Industrie, Ministère de l'Agriculture, Ministère de la Jeunesse et des Sports

## **Donateurs :**

UNDP TRAC 1, UNDP TRAC 2, FUNDING WINDOW, UNHCR

## **Budget global :**

\$6 177 000

## **Modalité de mise en œuvre :**

NIM



## I. Sommaire du contexte local

Au Libéria, la pauvreté touche une légère majorité de la population (50,9%), le fardeau étant plus lourd dans les zones rurales (71,8%) que dans les zones urbaines. L'un des principaux facteurs qui contribuent à la pauvreté et aux inégalités au Libéria est l'accès limité aux opportunités génératrices de revenus durables et viables. Deux domaines qui peuvent soutenir la création d'opportunités génératrices de revenus durables et viables pour les populations pauvres et vulnérables sont l'agriculture et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Conformément au document de programme de pays du PNUD pour le Libéria (2020-2024), le projet cible les populations vulnérables dans sept (Montserrado, Grand Cape Mount, Grand Bassa, Sinoe, Lofa, Nimba et Grand Gedeh) des quinze comtés du Libéria. Le projet Livelihood est une initiative de 5 ans qui engagera les populations pauvres et vulnérables dans des programmes socio-économiques dans le but d'améliorer leurs vies et leurs moyens de subsistance. Ces interventions se feront à travers deux volets majeurs :

- 1. Soutenir la création d'opportunités de subsistance durables**, viables et diversifiées pour les jeunes, les femmes et les personnes handicapées (PH) en investissant dans et en développant les infrastructures communautaires, les services environnementaux et les compétences
- 2. Renforcer les services de développement des affaires** et des entreprises en favorisant l'accès au financement, le renforcement des capacités et l'innovation.



L'objectif du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités en soutenant la création d'opportunités génératrices de revenus pour les populations pauvres et vulnérables, y compris les réfugiés et leurs communautés d'accueil. Il soutiendra des activités de subsistance durables, y compris des moyens de subsistance basés sur la technologie autour de l'agriculture, des produits forestiers non ligneux, ainsi que la création et le renforcement de micro, petites et moyennes entreprises dans les sept comtés ciblés. Ces interventions fourniront des moyens de subsistance et des revenus à la population cible et les aideront à sortir de la pauvreté.

## II. Présentations des activités menées

Fourni plus de 540 000,00 USD de financement à 16 femmes, jeunes, universités et entreprises agricoles pour soutenir l'entrepreneuriat, les moyens de subsistance et l'emploi, et l'innovation : améliorer l'accès au financement pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). [Liberia: Ministry of Commerce Signs Agreements to Boost Livelihood Projects Supported By UNDP - allAfrica.com](#)

En partenariat avec le Booker T. Washington Institute, le projet apporte un soutien à 5 prisons au Libéria (ciblant plus de 200 détenus), notamment en offrant une formation aux compétences agro-professionnelles pour les détenus et en fournissant des services de base.



Les jeunes, les personnes handicapées et les femmes entreprennent des travaux de réhabilitation des infrastructures pour gagner un revenu tout en développant des infrastructures stratégiques et en améliorant l'assainissement qui soutiendront les activités économiques rurales.

Création d'une éco-brigade - une initiative de jeunes volontaires qui se concentre sur l'inspiration de l'intendance des jeunes pour travailler avec la communauté pour sauvegarder et conserver l'environnement. Le programme propose également une formation ainsi que des moyens de subsistance et des opportunités de revenus pour soutenir les jeunes et les femmes vulnérables. [SCNL Launches Piso-Eco-Brigade in Robertsport Grand Cape Mount County. – Society for the Conservation of Nature of Liberia \(scnlliberia.org\)](#)

Soutien à l'expansion de l'agriculture rurale et à la valeur ajoutée grâce à l'achat de 21 motoculteurs et de 3 lots de séchoirs solaires, de congélateurs solaires et d'un four fumé écoénergétique pour le stockage et le séchage du poisson dans 7 comtés

Création du Liberia MSME Growth Accelerator, un programme d'accélérateur d'entreprises stimulant l'entrepreneuriat qui fournit un mentorat, une assistance technique et un cofinancement aux entrepreneurs innovants et percutants. L'accélérateur, dans sa première année, fournira des subventions à 5 entreprises commerciales prospères, offrant 12 mois de soutien aux entreprises prospères prêtes à se développer et à évoluer. [10 Liberian Businesses qualify for Growth Accelerator Liberia Programme Semi-finals - FrontPageAfrica \(frontpageafricaonline.com\)](#)

### III. Un encadré des résultats majeurs

Indicateurs	Réalisations
Indicateur : Nombre de femmes et de jeunes bénéficiant d'interventions sur les moyens de subsistance réalisées, ventilé par sexe et par âge	400 personnes, 55% hommes et 45% femmes, participant et bénéficiant et recevant des revenus du programme argent contre travail,
Indicateur : Nombre de MPME créées/renforcées ventilées par sexe et âge des propriétaires	16 MPME, dont 4 dirigées par des femmes, reçoivent un soutien au renforcement des capacités et ont accès à des subventions

### IV. Les leçons apprises

Les principaux enseignements tirés du projet sont que les entreprises communautaires sont des partenaires uniques pour soutenir la réduction de la pauvreté et la création de revenus et de moyens de subsistance. Cependant, la capacité de ces organisations doit être renforcée. De plus, un système de suivi efficace doit être mis en place pour permettre le suivi et la communication des résultats.



## CONGO

### *Réinsertion socio-économique des jeunes victimes des conflits armés*

#### **Partenaires clés :**

Haut – Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants (HCREC),  
Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

#### **Donateurs :**

Japon

#### **Budget global :**

\$545 454

#### **Modalité de mise en œuvre :**

DIM

#### **Situation de fragilité :**

Crise socio-politique dans le Département du Pool, République du Congo



## I. Sommaire du contexte local

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a bénéficié d'une subvention de la République du Japon pour la mise en œuvre du projet de « Renforcement de la consolidation de la paix, à travers le relèvement socioéconomique, le dialogue et l'éducation des jeunes, dans les communautés touchées par le conflit dans la région du Pool et ses environs ».

Le projet s'est réalisé dans un contexte par marqué les conséquences diverses de la crise socio-politique qu'a connu ce département entre 2016 et 2017 et de la pandémie de Covid-19.



Cette crise s'est manifestée par les affrontements armés entre les forces de sécurité d'une part et les combattants « ninjas nsiloulous » du Pasteur NTUMI d'autre part, ayant causé des dommages matériels et humains importants. Elle a eu comme conséquence entre autres : (i) La destruction de certains villages ainsi que des biens agricoles et des infrastructures sociales ;(ii) La vulnérabilité des hommes, des femmes et des enfants en termes de sécurité alimentaire, de nutrition, de santé, d'éducation et de protection sociale adaptée aux besoins de la population vulnérable et du secteur informel. (iii) L'absence d'un programme de redressement réintégration depuis le début de cette crise post-conflit et le retard important dans la mise en œuvre d'un programme de désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR).

A la suite de la signature du cessez-le-feu en décembre 2017 et la collecte d'armes en août 2018, il y a eu un retour massif des populations déplacées vers leurs localités d'origine, nécessitant ainsi la mise en place des initiatives concrètes et pérenne pour (a) permettre aux populations de renouer avec les activités économiques, (b) sensibiliser les populations sur les valeurs citoyennes et (c) restaurer l'autorité de l'Etat.

Dans le but d'assurer une mise en œuvre efficiente du projet le Programme des Nations Unies pour le Développement a signé trois (3) lettres d'accord avec des institutions de la partie nationale notamment, le Haut-Commissariat à la réinsertion des Ex-Combattants qui est le partenaire de mise en œuvre.

## II. Présentations des activités menées

Entre mars 2020 et décembre 2021, le Bureau pays, par le biais des ressources JSB et de la réponse à la Covid, a soutenu des populations de la région du Pool et de ses environs. La mise en œuvre de ce projet s'est traduite par l'appui économique aux populations et le renforcement de la cohésion sociale. Ainsi, 500 acteurs économiques du secteur informel ont pu bénéficier de cet appui permettant de reprendre leurs activités après 4 mois de cessation avec des pertes de revenus à plus 40% en moyenne, dû par la crise de la covid-19. Cette assistance contribue aux progrès des cibles 5 de l'ODD 8. De plus, 940 membres de groupements (40% de femmes) ont pu relancer leurs activités de production agricole dans les départements du Pool et aux alentours. En outre, 600 bénéficiaires (ex-combattants



et communautés dont 30% femmes) ont bénéficié des activités à Haute Intensité de Main-d'Ouvre et réhabilité des infrastructures, contribuant aux efforts de consolidation de la paix dans le Pool ODD 1, 5, 8 et 16.

Les résultats de ce projet ont été possibles grâce à une forte implication des populations, du Haut-commissariat à la réintégration des Ex-combattants, du Ministère de l'intérieur ainsi que celle des autorités locales du Pool. Cette implication a facilité l'appropriation du projet à l'instar du suivi proposé par les autorités locales ensemble avec les comités locales de dialogues.

Toutefois, la principale difficulté rencontrée dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet a été le retard dans son démarrage dû au confinement général de la population décrété suite à la COVID-19.

## III. Un encadré des résultats majeurs

Les moyens de subsistance des communautés sont améliorés grâce à des actions de redressement, y compris des activités à forte intensité de main-d'œuvre et à rendement rapide pour les femmes et les jeunes à risque.

INDICATEURS	RÉALISATIONS
Existence d'une cartographie des opportunités économiques pour la création d'activités génératrices de revenus (AGR)	Une mission d'évaluation des opportunités a été organisée dans le département du Pool débouchant sur une cartographie. Cette cartographie permet de mieux identifier les AGR ayant un effet d'entraînement
Nombre de jeunes ayant reçu un soutien économique en lien avec la lutte contre les déclencheurs potentiels de violence	1060 jeunes dont 615 femmes soit 58% des bénéficiaires ont été soutenus économiquement à travers des groupements. Ceci, leur permis d'avoir des activités économiques les détournant des activités portant sur les violences. Cet accompagnement s'est articulé dans les domaines comme l'agroforesterie, l'élevage, l'agriculture et la transformation agroalimentaire.
Nombre de personnes ayant créé un micro-projet ou une activité génératrice de revenus.	Réalisé sous l'approche communautaire tenant compte de la situation du département, 51 groupements ont été identifiés et appuyés en équipements et techniquement par différentes formations. Ces groupements constitués de 30 personnes en moyenne soit 1530 personnes ont bénéficié des appuis en termes de création des activités génératrices de revenus.
Nombre de comités de dialogue et de réconciliation dont les capacités sont renforcées, et qui ont contribué à la mise en œuvre des activités liées au projet	Etant donné que les activités du projet ont été réalisées dans 6 districts, 6 comités de dialogue ont vu leurs capacités renforcées et ont contribué activement à la mise en œuvre des activités du projet.

## IV. Les leçons apprises

En termes de leçons apprises, il sied de noter ce qui suit :

- L'analyse des opportunités économiques dans les districts a permis de se concentrer sur les activités prioritaires choisies par les bénéficiaires ;
- L'implication et la disponibilité des parties prenantes locales, notamment le Préfet, la Société civile a permis la compréhension et la facilitation des activités de sensibilisation dans les districts ;
- La bonne collaboration avec la partie nationale a facilité la mise en œuvre du projet malgré les contraintes liées au coronavirus ;
- La stratégie de communication de proximité utilisée a rendu le projet très visible au regard des différents retours que le bureau a eu.

<https://www.adiac-congo.com/content/pool-soixante-jeunes-producteurs-former-en-agroforesterie-119261>

<https://www.undp.org/fr/congo/press-releases/remise-d%C3%A9quipements-informatiques-%C3%A0-la-pr%C3%A9fecture-du-pool>

<https://lecongolais.fr/pool-le-pnud-dote-la-prefectures-en-materiels-informatiques/>



# MADAGASCAR

*Relance des activités agricoles, fixation des dunes et l'atténuation de la vulnérabilité face à l'accès à l'eau*

**Partenaires clés :**

Ministère de l'Economie et de Finances

**Donateurs :**

UNDP Madagascar

**Budget global :**

\$545 454

**Modalité de mise en œuvre :**

NIM

**Situation de fragilité :**

Madagascar est vulnérable à différents risques et catastrophes naturels (cyclones, épisodes de sécheresse et inondations). On estime qu'un quart de la population, soit cinq millions de personnes, vit actuellement dans des zones fortement exposées aux catastrophes naturelles.



## I. Sommaire du contexte local

Madagascar est classé parmi les pays le plus pauvre du monde, il occupe la 164<sup>ème</sup> place sur 189 pays selon le classement par Indice de Développement Humain selon le Rapport sur le développement humain 2021.

La partie Sud de Madagascar avec une population de l'ordre de 2,4 millions est caractérisée par un niveau élevé de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Régulièrement touchées par de grave sécheresse surtout pendant ces 10 dernières années, les régions du Sud ont subi de grands changements tant au niveau écologique que climatique. La situation a favorisé la création d'un environnement aride par la disparition des couvertures végétales limitant la productivité de l'agriculture, de l'élevage et une limitation de l'accès en eau. Combinée avec d'autres chocs répétitifs (maladies de plantes, invasion d'insectes, baisse de revenus etc.), cette situation plutôt structurelle avait considérablement affecté la sécurité alimentaire des ménages et conduisait à la détérioration de leur moyen de subsistance face également à un accès limité aux infrastructures et services sociaux de base. Aux vulnérabilités liées à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire, la Crise du COVID-19 vient s'ajouter rendant la crise plus complexe.



Dans ce contexte national marqué par un niveau de pauvreté et d'extrême pauvreté important surtout en milieu rural entretenu par, et entretenant l'évènement de crises cycliques répétitifs, le PNUD travaille pour le développement d'une dynamique économique avec une transformation structurelle favorable au renforcement des capacités productives durables et à la promotion des opportunités de création d'emplois et de revenus en faveur des populations vulnérables, particulièrement les femmes et les jeunes.

Les interventions concourent à la réalisation de l'effet 1 de l'UNDAF : « Les populations vulnérables, dans les zones d'intervention, accèdent aux opportunités de revenus et d'emplois, améliorent leurs capacités de résilience, et contribuent à une croissance inclusive et équitable pour un développement durable ». Les activités menées visent l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables et à faible revenu, par le biais de développement d'activités génératrices de revenu (AGR) et d'approches innovantes au niveau local. L'approche progressive, visant à toucher les populations les plus vulnérables, figure parmi les moyens utilisés pour atteindre les résultats.



## II. Présentations des activités menées

En réponse aux défis en présence, le PNUD propose différentes interventions en matière de moyen de subsistance, de fourniture et de réhabilitation d'infrastructure de base, mais aussi d'appui au renforcement des capacités pour les communautés vulnérables du grand Sud de Madagascar.

### 1/ Moyens de subsistances :

- Appui à la relance d'activités agricoles : dotation de semences, fertilisants, matériels agricoles et non agricole ;
- Appui en transfert monétaire temporaire (Cash For Work) pendant 60 jours. Les bénéficiaires reçoivent un salaire de 1.5 USD par jour et un fonds d'épargne de 1USD par jour pour servir de fonds d'Activités Génératrices de Revenu ;
- Appui à la réhabilitation des capacités productives des communautés : réhabilitation de 2 complexes hydroagricole dans le district de Tsihombe, 1 à Behazomange fonctionnel, avec 1Ha de Terrain cultivable et 1 autre en cours de réhabilitation à Ambatopilake ;
- Appui aux activités de fixation des dunes à Tanadava Anosy, Ambazoa Ambovombe , Antaritarika et Faux Cap Tsihombe et augmentation des terrains agricoles d'environ 50ha.

La pandémie de Covid-19 a impacté la réalisation des activités sur le terrain à cause de la restriction de mouvement et de rassemblement de personnes. La préparation administrative et la sélection des bénéficiaires ont été anticipées, une fois les restrictions levées les travaux de cash for work ont pu démarrer.



### 2/ Services et infrastructures communautaires de base :

- Énergie : 6 Centrales solaires photovoltaïques ont été construites et opérationnelles permettant à la population en milieu rural isolé d'avoir accès à de l'énergie propre ( Andalatanosy et Antanimora District d'Ambovombe, Tranoroa et Soamanitra district de Beloha , Ambahita et Bekitro District de Bekily)
- Eau : pour atténuer la situation de vulnérabilité en matière d'accès à l'eau potable et à l'eau multiusage dans les zones arides du Grand Sud, 31 puits avec pompe manuelle ont été construites et fonctionnelles dans les 4 districts d l'Androy, 4 Barrages de retenue d'eau (2 Marolinta de Beloha et 2 Andalatanosy d'Ambovombe) et 1 bassin de rétention (Maheny -Beloha) , 3 complexes hydroagricole dont deux fonctionnels à Tsihombe ( Behazomanga et à Ambatopilake ) et un autre à Milenake Atsimo Andrefana en cours de réhabilitation ;



- Pistes et desserte : 140 km de pistes de desserte agricole, 40 ponts et radiers ont été construites ou réhabilitées dans la Région Androy ;
- Fixation des dunes : 327 Ha de dunes sont fixées et stabilisées, ce qui contribue à sauver 660 Ha de terrains agricoles à l'ensablement ;
- Industrialisation rurale : pour redynamiser le tissu économique local, des unités de transformation, de conservation ou de valorisation des produits agricoles ont été construites et mises à la disposition de la population ; 2 Plateformes multifonctionnelles et 2 magasins de stockages à Bekily, 2 unités de production d'huile de ricin à Ambovombe et 2 unités de transformation de cactus en alimentation de bétail à Ambovombe et Beloha et 3 Zones de Transformation Economique en cours de mise en place.

## III. Encadré des résultats majeurs

Indicateurs	Réalisations
<b>Produit CPD 3: Les institutions et les acteurs, au niveau national et local, utilisent des outils et mécanismes facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace.</b>	
<b>Indicateur 1.1 :</b> Disponibilité d'un plan national de développement axé sur les OMD / ODD et tenant compte de la prévention des conflits, de la croissance équitable de la gouvernance environnementale, des changements liés à des risques de catastrophe et climatiques est disponibles et sa mise en œuvre coordonnée, contrôlée et évaluée.	Le Plan National sur le Développement -PND est disponible et mis en œuvre par tous les ministères et parties prenantes. Actuellement le PND est remplacé par le PEM – Plan pour l'Emergence de Madagascar
<b>Indicateur 1.2 :</b> Disponibilité des rapports nationaux sur les OMD/ODD, les tendances de développement et la coopération au service du développement ;	Sont disponibles et diffusés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6<sup>e</sup> Rapport National sur le Développement Humain,</li> <li>- Rapport de priorisation des cibles ODD</li> <li>- Rapport volontaire d'évaluation ODD (VNR)</li> <li>- Rapport IPM (Indice de Pauvreté Multidimensionnelle)</li> </ul>
<b>Produit CPD 4 : La transformation structurelle, le renforcement des capacités productives durables et la bonne gouvernance environnementale sont effectives et favorisent la création des emplois et des moyens de subsistance au profit des populations pauvres ou vulnérables surtout les femmes et les jeunes.</b>	
<b>Indicateur 4.1</b> Nombre de personnes vulnérables désagrégé par sexe et tranche d'âge ayant eu accès aux activités génératrices de revenus et à l'emploi dans les zones d'intervention du programme	<b>67 848</b> dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 33 768 Femmes</li> <li>- 32 448 Jeunes</li> </ul>
<b>Cible : 60 000</b>	

## IV. Leçons apprises

- Les visites et voyages d'échanges d'expérience avec les communautés en dehors de la région d'intervention ont permis aux bénéficiaires d'acquérir de nouvelles expériences et d'adopter des méthodes/techniques innovantes ;
- L'identification commune des besoins avec les bénéficiaires avant le lancement de toute activité a renforcé leur appropriation ;
- La mise en place des KFI (Comité local de développement) pour assurer le suivi des activités a permis la pérennisation des réalisations ;
- L'implication de la partie nationale, des Services Techniques Déconcentrés et des représentants de l'Etat, dans la mise en œuvre des activités a facilité les interventions au niveau des communautés ;
- Pour la pérennisation des initiatives, il est plus efficace de confier la gestion aux autorités locales ou au secteur privé au lieu d'une gestion purement communautaire.
- La valorisation des acquis des autres projets qui interviennent dans le domaine de la réduction de la pauvreté et de l'environnement permet l'optimisation des interventions et la synergie.



## I. Sommaire du contexte local

L'Ouganda a une population d'environ 40,9 millions d'habitants (dont 8,3 millions vivent dans la pauvreté et environ 3,5 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté alimentaire). Avec 54 % de la population totale âgée de moins de 18 ans et une moyenne d'âge inférieure à 16 ans, l'Ouganda a la deuxième population la plus jeune au monde. Le pays a également un taux de croissance démographique élevé de 3,1 % et devrait compter plus de 48 millions d'habitants d'ici 2025. Les jeunes âgés de 18 à 30 ans constituent environ 19 % de la population et plus de 60 % de la population en âge de travailler.

Alors que le pays connaît une explosion de la jeunesse, un nombre important de jeunes sont au chômage et sous-employés dans des emplois précaires et non gratifiants qui n'offrent pas de revenus décents. Cela s'explique en grande partie par la lenteur de la transformation structurelle qui a entraîné de faibles chiffres avec seulement environ 75 000 emplois créés chaque année, des inégalités croissantes et une répartition inéquitable des dividendes de la croissance. Cette situation a été exacerbée par les récents taux de croissance plus lents de 2,9 % et 3,3 % au cours des exercices 2019/20 et 2020/21, respectivement, entraînant une demande de main-d'œuvre réduite et, finalement, une création d'emplois insuffisante par rapport à la main-d'œuvre jeune en croissance rapide. Avec environ 700 000 jeunes atteignant l'âge de travailler chaque année, on estime que 13 millions de travailleurs supplémentaires devraient entrer sur le marché du travail entre 2017 et 2030. Ainsi, le chômage et le sous-emploi des jeunes restent un défi pour aujourd'hui et à l'avenir.

Heureusement, l'Ouganda est doté de vastes ressources naturelles et d'opportunités qui peuvent profiter à tous les Ougandais, en particulier la population jeune et dynamique. Tout ce qu'il faut, c'est mettre en place des systèmes pour exploiter et exploiter les opportunités existantes afin de stimuler la création d'emplois. En outre, le secteur minier, en particulier les Minéraux du Développement, a également été affecté en raison des perturbations des opérations sur les sites miniers, du transport et d'autres activités à valeur ajoutée. La perturbation de la demande et de l'offre a eu des effets négatifs sur les moyens de subsistance des mineurs artisanaux et à petite échelle, étant donné que leurs activités contribuent à l'essentiel de la production de Minéraux du Développement. En matière d'atténuation, le PNUD soutient la continuité des activités en mettant en œuvre des interventions axées sur l'amélioration des moyens de subsistance et l'amélioration de la sécurité et de la santé des mineurs artisanaux et à petite échelle.

### Effets du COVID-19 sur les emplois et les affaires

L'émergence de la pandémie mondiale de COVID-19 a eu des effets sociaux et économiques sans précédent sur les communautés et les entreprises. Alors que tous les secteurs de l'économie sont touchés par la pandémie de COVID-19, la crise a touché de manière disproportionnée les secteurs des services et de la fabrication, entraînant une augmentation des taux de pauvreté et une augmentation du chômage.

## II. Présentations des activités menées

Le PNUD en Ouganda s'est appuyé sur des partenariats tels que Stanbic Bank Limited et Stanbic Business Incubator Limited, BRAC-Uganda, l'Association nationale des entreprises étudiantes et Jade E Services Uganda Ltd (populaire désigné par le nom commercial de la société - Jumia Uganda), entre autres. Outre la mise en place d'un processus complet de stimulation de l'esprit d'entreprise, les activités de subsistance en cours comprennent l'amélioration de l'accès des jeunes aux compétences pertinentes de préparation au travail et d'employabilité grâce à la formation commerciale et aux compétences en milieu de travail par des artisans, l'incubation, le mentorat (plus de 7 500 jeunes, dont plus de 65 % sont de jeunes femmes)

# UGANDA

## *Employabilité des jeunes et le soutien aux micro et petites entreprises*

### Partenaires clés :

Stanbic Bank Ltd & Stanbic Business Incubator Ltd ; BRAC-Uganda; Jade E Services Uganda Ltd; National Association of Student Enterprises

### Donateurs :

UNDP

### Budget global :

...

### Modalité de mise en œuvre :

DIM with Responsible Party Agreements

### Situation de fragilité :

...



et fourniture de kits de reprise d'activité (400 jeunes), dotant les jeunes des compétences nécessaires pour servir de vendeurs de marché, d'agents de marché et d'agents de livraison (plus de 3 500 vendeurs vendant en ligne sur sept marchés, 60 % étant des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, et ayant leur les revenus auraient plus que doublé) et l'octroi de micro-subventions pour aider les jeunes entreprises à se remettre des effets de la pandémie de Covid-19. En collaboration avec le secteur privé, des mesures visant à réduire les risques d'investissement, à stimuler la croissance des entreprises et à créer des opportunités commerciales ont été mises en place. Il s'agit notamment de la formation commerciale en ligne (37 entreprises), de l'incubation de PME sélectionnées et de l'octroi de subventions, entre autres interventions. Dans l'ensemble, la sélection des idées d'entreprises de PME soutenues est principalement guidée par l'innovation et leur capacité à assurer la résilience face aux chocs et la capacité à créer des emplois, entre autres paramètres.

Alors que certaines des activités sont mises en œuvre dans une perspective nationale (par exemple, subventions compétitives pour les PME, formation commerciale en ligne, incubation, etc.), le soutien aux micro-entreprises couvre 17 districts. Notant que ces activités sont axées sur la reprise des entreprises et la création d'emplois, et que le nombre de jeunes qui ont besoin de ce soutien est très élevé, il est prévu que ce soutien se poursuivra tout au long du cycle actuel de DPC se terminant en 2025. Pour l'instant, les activités sont en place depuis environ 10 mois. La mise en œuvre de toutes les activités connexes repose sur un modèle inclusif, garantissant ainsi que la participation, l'appropriation et la résilience sont essentielles pour assurer la durabilité. Pour la durabilité, il y a une large implication et représentation des parties prenantes, y compris les principaux bénéficiaires, le secteur privé, le gouvernement et les ONG, entre autres.



Les principales contraintes comprennent l'apparition de la pandémie de Covid-19 qui a entraîné des retards dans la mise en œuvre en raison du couvre-feu et des fermetures limitant les déplacements, la fermeture partielle et totale des entreprises, l'augmentation de la baisse des revenus des ménages. Par-dessus tout, la demande accrue de soutien à la reprise des entreprises pour des moyens de subsistance durables et la demande d'investissements désresponsabilisés ont entraîné des contraintes financières. Une autre contrainte a été la demande écrasante de soutien au renforcement des moyens de subsistance par les PME au milieu des maigres ressources disponibles pour répondre à cette demande. Par exemple, grâce à l'approche Idethon, environ 4 000 idées d'affaires ont été développées par des jeunes.



Pour atténuer les principaux défis, le CO a renforcé les partenariats avec le secteur privé, y compris les banques, et identifie et engage en permanence des partenaires potentiels en vue d'établir des collaborations pour soutenir la reprise et la création d'emplois. En outre, les gouvernements locaux ont été galvanisés pour fournir le soutien technique et les services de vulgarisation indispensables aux PME et aux groupes cibles afin de faciliter les compétences complémentaires et l'intégration dans d'autres interventions en cours de soutien aux moyens de subsistance au niveau gouvernemental. De plus, la fourniture d'équipements de protection, en particulier pour les PME minières, a permis aux mineurs de poursuivre leurs opérations de manière hygiénique. Cela contribue grandement à soutenir la continuité des activités.

### III. Un encadré des résultats majeurs

Indicateurs	Production
Nombre de MPME développées ciblant les femmes et les jeunes vulnérables	11,556
Nombre d'initiatives de développement durable innovantes et appropriées au niveau local développées et étendues, ciblant les communautés/groupes mal desservis et les femmes (SP 1.2.6)	48
Nombre de nouveaux emplois décents (formels et informels) générés, ventilés par sexe, âge, handicap (ODD 8.9.2)	-
Nombre de nouveaux partenariats fonctionnels développés dans les chaînes de valeur cibles (ODD17.6.1)	7
Nombre de MPME ciblées ayant eu accès à un financement inclusif	-
Plateforme fonctionnelle de l'écosystème Youth4Business en place	1
Nombre de produits de connaissance produits	3

### IV. Les leçons apprises

- Nécessité de tirer parti des partenariats stratégiques, de mettre en commun les ressources et les capacités pour soutenir les moyens de subsistance et les interventions de relèvement.
- S'ils sont bien mis en œuvre, les programmes de protection sociale peuvent considérablement amortir l'impact des pandémies, dont le Covid-19, sur les moyens de subsistance.
- Même s'il y a un regain d'intérêt de la part des banques pour soutenir la reprise des entreprises, l'accent est davantage mis sur la formation commerciale avec les produits financiers et les taux d'intérêt correspondants restant largement les mêmes.

#### Quelques liens utiles

- <http://www.bukedde.co.ug/health/115073/covid-19-recovery-focus-on-mindset-change-in>
- <https://twitter.com/undpuganda/status/1394666792153489409?lang=en>
- <https://www.ug.undp.org/content/uganda/en/home/presscenter/articles/2020/undp-and-stanbic-bank-uganda-launch-youth4business-facility.html>



# BURKINA FASO

## *Moyens d'existence en faveur des personnes déplacées internes*

### Partenaires clés :

Alliance Technique d'Assistance au Développement (ATAD)  
 Action pour la Promotion des Initiatives Locales (APIL),  
 Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité (OCADES Caritas Burkina)  
 Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes, Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement,  
 Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire

### Donateurs :

Funding Windows, Gouvernement du Japon, Luxembourg

### Budget global :

\$ 3 565 446 (budget cumulatif de 3 projets)

### Modalité de mise en œuvre :

DIM

### Situation de fragilité :

Élevée

## I. Sommaire du contexte local

Le Burkina Faso est un pays enclavé, à faible revenu et aux ressources naturelles limitées. Avec un PIB 2020 de 16,1 Mds USD qui croît au rythme de 2,9% par an, le Burkina Faso a un PIB/hab de l'ordre de 768,8 USD. Sa forte pression démographique absorbe une part importante de la croissance économique, si bien que l'incidence de la pauvreté demeure forte dans le pays. En effet, près de 40% de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale. Les inégalités liées et de revenus sont prégnantes. Le Burkina Faso qui connaît une situation sécuritaire dégradée depuis 2014 est également marqué par d'importants déplacements de populations, estimés à plus de 1,4 million de personnes au 31 août 2021.

Des années de mise en œuvre des politiques publiques n'ont pas suffi à assurer la sécurité et la paix et à générer une dynamique de création de richesses permettant une amélioration conséquente du bien-être des Burkinabè, notamment ceux vivant en milieu rural ou dans des régions à forts défis d'insécurité. Outre les facteurs exogènes comme l'insécurité ou la pandémie de la COVID-19, cette situation résulte de diverses insuffisances structurelles, y compris du point de vue des populations, la maîtrise de l'eau pour l'agriculture ; le développement des infrastructures rurales ; l'accès aux marchés ; l'accès aux financements ; la sécurisation foncière en milieu rural ; la création et développement des structures d'appui au financement des PME/PMI ; la stabilité ; la qualité des infrastructures ; l'organisation du secteur informel, etc. qui sont autant des défis auxquels font face les populations, particulièrement les acteurs économiques.

Afin de contribuer à relever ces défis, le PNUD a accompagné le gouvernement à travers diverses interventions, notamment le renforcement des économies locales et la création des opportunités d'emplois et de diversification des revenus par la diversification des filières économiques, l'accès au marché et aux moyens financiers particulièrement pour les femmes et les jeunes.

## II. Présentations des activités menées

Projet	Régions d'intervention	Durée	Solutions apportées
Plan d'Initiation du Programme de Renforcement de la Résilience au Burkina Faso	Centre-Nord	2 ans	Appui aux femmes PDI et issues des populations hôtes en vue de leur autonomisation économique : accompagnement technique, renforcement des capacités et accès aux appuis financiers, matériel et aux marchés
Projet Femmes-Jeunes Entreprenants et Citoyenneté	Centre, Hauts-Bassins, Boucle du Mouhoun	3 ans	Accompagnement des idées d'entreprises des jeunes à travers un système d'incubation susceptibles de favoriser la création d'emplois et à l'augmentation des revenus
Projet de Prévention de l'extrémisme violent par la résilience des communautés au Burkina Faso	Centre, Centre-Nord et Est.	15 mois	Approche développementale consistant à renforcer les capacités techniques et managériales des jeunes et des femmes à travers un appui matériel et financier leur permettant de démarrer une AGR et d'accéder à une certaine autonomie financière durable.





### III. Un encadré des résultats majeurs

Indicateurs	Réalisations
<b>Effet 2 du CPD - Pilier 2 : Appui au développement des économies locales</b>	
<b>Indicateur 2.2.1</b> : Nombre d'entreprises créées par des jeunes et des femmes à l'aide des TIC et des pépinières dans les zones ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>121 entreprises créées/consolidées</b> dont 48% portées par des femmes et <b>300 emplois directs créés</b> au profit des jeunes et femmes.</li> <li>• <b>250 jeunes et femmes, entrepreneurs en « herbe »</b>, ayant développé leurs activités économiques, amorçant ainsi leur processus d'autonomisation économique à travers le fonds d'amorçage du Programme conjoint d'Entrepreneuriat au Sahel TEF-PNUD.</li> </ul>
<b>Effet 3 du CPD- Pilier 2 : Renforcement des capacités nationales et locales de résilience face aux risques de catastrophes et situations d'urgence</b>	
<b>Indicateur 3.3.1</b> : Pourcentage de la population disposant de connaissances, d'outils et d'informations pour mieux se préparer aux risques de catastrophes et de crises humanitaires.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Plus de 1000 jeunes</b> PDI et retournées détenteurs d'un certificat de qualification professionnelle voient renforcées leurs capacités techniques en développement de moyens d'existence alternatifs</li> <li>• <b>1300 femmes</b> (PDI et issues des populations hôtes) disposent de capacités, de ressources et de compétences renforcées pour développer des activités socioéconomiques durables</li> <li>• <b>50 femmes, jeunes filles et garçons</b>, ont les capacités techniques et le matériel nécessaires et créent des activités génératrices de revenus dans la filière de fabrication de foyers améliorés et de charbons écologiques.</li> <li>• <b>600 femmes issues des ménages les plus vulnérables</b> des PDI ont reçu une dotation en matériel et en fonds de roulement et ont bénéficié d'un accompagnement technique en éducation financière et en gestion de micro entreprises.</li> <li>• <b>500 ménages</b> dont 300 ménages de déplacés internes et 200 ménages issus des communautés hôtes dans la région du Centre Nord ont <b>accès à une source alternative d'énergie</b> (lampes solaires)</li> <li>• <b>50 jeunes filles et garçons dotés de compétences</b> fabriquent et commercialisent des foyers améliorés pour les communautés.</li> </ul>

### IV. Les leçons apprises

La situation sécuritaire et l'augmentation continue des populations déplacées internes dans les différentes régions du Burkina Faso, notamment le Centre Nord, accentuent la vulnérabilité de la population, nécessitant ainsi plus de ressources pour pouvoir couvrir les besoins à la fois de ces déplacés et de la population locale.

En effet, intervenir auprès des jeunes et des femmes, déplacés et autochtones vulnérables, à travers les formations et appuis en activités génératrices de revenus et les travaux d'intérêt général à HIMO, a permis non seulement de renforcer leurs moyens d'existence mais également renforcer la collaboration et la cohésion sociale entre ces populations, mais surtout leurs capacités de résilience aux chocs et stress.

Au niveau opérationnel, une adaptation des procédures afin de faciliter et accélérer le traitement des dossiers, un encadrement technique et un renforcement des équipes chargées de l'accompagnement et des suivis des bénéficiaires sur le terrain, et une collaboration avec les différentes structures publiques et privées ont été jugés nécessaires.

#### Quelques liens utiles

Une vidéo documentaire et un livre photo ont été produits pour mettre en évidence les principaux résultats d'un des projets du PNUD au Burkina Faso. Un livre photo et une vidéo de 25,41 minutes peuvent être visionnés en cliquant sur les liens suivants :

- Vidéo tournée dans les régions de l'Est et du Centre-Nord : <https://youtu.be/auX5FXw0Cmg>
- Photobook du projet : <https://bit.ly/3on378c>



## RD CONGO

### Redynamisation des économies locales

#### Partenaires clés :

Gouvernement, Agences UN, ONG

#### Donateurs :

UNDP , Japon, Suisse,

#### Budget global :

....

#### Modalité de mise en œuvre :

DIM with Responsible Party Agreements

#### Situation de fragilité :

...



## I. Sommaire du contexte local

La République démocratique du Congo (RDC), pays aux dimensions continentales, s'étend sur environ 2 345 480 kilomètres carrés. À ce jour, elle a une population estimée à près de 100 millions d'habitants répartis en 26 provinces. Le Congo, pays de cocagne, est doté de grandes richesses naturelles qui contrastent avec l'extrême pauvreté dans laquelle vit la population.

D'après la Banque Mondiale, le Produit Intérieur Brut par congolais en 2021 est de 478 dollars, ce qui fait de la RDC le 6ème pays le plus pauvre de la planète.

Depuis deux décennies, principalement les provinces de l'Ituri, du Nord et Sud Kivu font partie des régions de l'Est du pays qui sont confrontées à des conflits de nature composite. Ce sont des conflits à la fois très localisés, mais qui sont liés aux enjeux territoriaux, sociaux, identitaires et économiques à l'échelle nationale et régionale. Il est donc difficile de dire qu'il y a un seul conflit à l'est de la RDC qui serait résolu à partir d'une approche opérationnelle sectorielle. L'on pourrait également citer les provinces du Tanganyika, de l'Equateur, la Région du Kasai où les conflits intercommunautaires freinent tout élan de développement.

La pandémie de COVID-19 a exacerbé le chômage, et les restrictions de mouvements ont eu des impacts importants sur l'économie déjà trop faible de la RDC.



Le pays a fait face également à une épidémie à virus Ebola à répétition, et à plusieurs catastrophes humanitaires telles que les inondations, éruptions volcaniques et bien d'autres.

Dans ce contexte, le PNUD, avec l'appui des différents partenaires a mis en places différents Programmes/ Projets de relèvement dans le but d'améliorer les moyens d'existence et redresser les économies locales dans l'observance des normes environnementales et de l'aspect genre.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'appui aux efforts du Gouvernement à travers le Plan National Stratégique pour Développement, les Objectif de Développement Durables, le Programme Multisectoriel d'Urgence pour l'atténuation des Impacts de la Covid-19 ainsi que le Programme Pays du PNUD (CPD) 2020-2024.



Les différents projets en cour dans les Provinces du Kasai, du Kasai Central, du Sud Kivu, de l'Ituri ainsi que dans la Ville de Kinshasa portent sur plusieurs thématiques à savoir :

1. L'appui aux petits fermiers à augmenter leur production et à se structurer en coopératives agricoles. Cet appui se fait à travers l'accès aux intrants, aux équipements, au crédit ainsi qu'au renforcement des capacités ;
2. La création des emplois temporaires jusqu' aux activités génératrices des revenus (AGR) avec une attention particulière pour les personnes vulnérables, les femmes, les victimes, les déplacés, les ex-miliciens, les communautés locales, selon la particularité de la zone d'intervention du projet ;
3. L'implication des bénéficiaires dans la réhabilitation des infrastructures de base en vue de consolider la cohésion sociale et la paix dans un contexte post conflit ;
4. L'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique à travers la construction des microcentrales hydroélectriques et des microcentrales solaires ;
5. L'accès au financement à travers les institutions de microfinance ;
6. La mise en place d'un programme structurant en appui aux chaînes de valeur agricole et de la mine artisanale .

### Effets de COVID-19 sur l'emploi et le business

Les effets de la covid-19 ont été dévastatrices sur le plan économique de manière générale mais dans les zones déstabilisées par la présence des groupes Armés la situation était deux fois plus grave. Les économies de ces régions basées le long de la frontière Est de la RDC, dépendent depuis deux décennies des échanges avec les états voisins. La population qui jadis vivait essentiellement de l'agriculture a du mal à accéder aux terres suite à l'insécurité d'où la seule alternative reste les activités de petit commerce avec les pays voisins (Uganda, Rwanda, Burundi et Tanzanie). Conséquence, avec la fermeture des frontières suite à la pandémie de la covid-19, la population a été asphyxiée.

## II. Présentations des activités menées

1. **Dans les Provinces du Kasai et du Kasai Central**, le PNUD RDC exécuté le projet « Appui aux ex-combattants et communautés dans le cadre des démobilisations spontanées par des initiatives de réinsertion socio-économique et de justice transitionnelle au Kasai et dans le Tanganyika en RDC » Financé par le PBF pour 6 000 000\$ et exécuté par plusieurs agences, le PNUD dispose de 3 092 656,31\$ pour accompagner la réinsertion socio-économique des personnes vulnérables refoulées de l'Angola, les ex miliciens Kamuina-Nsapu, les personnes déplacées ainsi que les communautés locales. Les communautés bénéficient de la redynamisation de l'économie locale et d'un accès amélioré aux services sociaux de base à travers le développement d'activités génératrices de revenus et la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires.

2. **Dans les provinces du Sud-Kivu, du Kasai, du Kasai et du Kasai Central**, le PND RDC exécuté le Projet « Soutien au relèvement rapide après des inondations et des conflits intercommunautaires par le renforcement de la résilience et de la stabilité dans les communautés touchées par la crise ». Le financement est du Gouvernement Japonais à hauteur de 2 799 381\$. A travers ce projet, le redressement économique des communautés ciblées à Uvira, Kasai et Kinshasa est encouragé par la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus, la création d'emplois temporaires et le soutien aux entreprises des PME (en mettant l'accent sur le rétablissement des moyens de subsistance des populations vulnérables



qui ont souffert des effets de la COVID-19). Aussi, Les capacités des communautés de la région d'Uvira (de Sange à Fizi) en matière de prévention et de reprise après sinistre sont renforcées. 50.000 personnes sont ciblées comme bénéficiaires directs et 70.000 ménages comme bénéficiaires indirects.

3. **Dans la Province de l'Ituri**, le PNUD RDC met en place le Projet « Accès à l'énergie verte pour atténuer les impacts de la covid-19 ». Le projet est financé par le fonds RFF, le PNUD et le Gouvernement pour un budget évalué actuellement à 2 800 000\$ après le retrait de la FAO. Les impacts de la covid 19 en RCD sont disproportionnées sur les femmes en milieu rural, suite au manque d'accès à l'eau potable et aux structures de santé appropriées. Ce projet concerne le Territoire de Mambasa en Province de l'Ituri en vue d'apporter quelques solutions dans le contexte de la covid 19. Il vise à alimenter 20 structures de santé en électricité, 2 500 personnes ont accès aux soins de santé essentiel, 40 villages ont accès à l'eau et bénéficient des dispositifs innovants de fourniture Wash, 6 PME ont accès à l'eau et l'énergie électrique, 2 micro centrales hydroélectrique et solaire sont construits.
4. **Dans la Province du Sud Kivu**, le PNUD met en place le Projet « Relance économique et réduction de la pauvreté en réponse aux effets de la covid-19 dans les territoire de Uvira, Walungu, Idjwi, Kalehe et Kabare ». Bénéficiant d'un financement de 3 000 000\$ du Gouvernement Suisse et du PNUD, ce fonds consiste à améliorer les conditions de vie de 14 926 ménages affectés par les effets de la covid 19 dans une région voisine au Rwanda et au Burundi. Grâce à ce projet, il y a Appuis à la relance des activités agricoles et les producteurs agricoles ont reçu les équipements lourds pour les travaux de labour et autres matériels adéquats et les couches les plus pauvres ont reçus des appuis directs et subviennent à leurs besoins de subsistance. 530 emplois temporaires sont créés et 3 coopératives agricoles regroupant 3.000 ménages.

### III. Un encadré des résultats majeurs

Indicateurs	Réalisations
No. of MSMEs developed targeting vulnerable women and youth	14 926 ménages et 4 800 personnes
No. of innovative, locally appropriate sustainable development initiatives developed and scaled up, targeting underserved communities/groups and women (SP 1.2.6)	4 (Approche 3X6+, les IMF, la création des coopératives et l'Appui aux ménages agricoles)
No. of new decent jobs (formal and informal) generated, disaggregated by sex, age, disability (SDG 8.9.2)	-
No. of new functional partnerships developed in the target value chains (SDG17.6.1)	-
No. of targeted MSMEs that have accessed inclusive financing	-
No. Functional Youth4Business Ecosystem Platform in place	-
No. of knowledge products produced	-

### IV. Leçons apprises

**Nécessité de poursuivre la recherche des solutions innovantes en vue de faire face aux contraintes imposées par la covid 19 sur le plan socio-économique ;  
Impulser les capacités de résilience dans le chef des bénéficiaires des projets dans le but de les préparer à affronter certains défis qui se présentent à eux.**

## PARTIE III. Conclusions, Leçons apprises et perspectives

Le récit sur les moyens d'existence et le relèvement économique est passionnant et captivant en ce sens qu'il contribue au changement du narratif usuel. Le PNUD en a fait son cheval de bataille. Ce rapport a permis de rendre lisible l'approche du PNUD dans ce domaine en présentant les différents mécanismes de son intervention, mais également les efforts de quelques pays dont le contexte varie de la fragilité au post conflit, en passant par des pays en crise.

Comme le suggère le modèle des moyens d'existence durables, il est aussi important d'examiner les processus et les structures en plus du renforcement des compétences et les atouts des moyens d'existence. Une approche systémique devrait inévitablement donner des meilleurs résultats. Des créneaux intéressants seraient dans la promotion des coopératives rurales, la co-création et les innovations. Pour ce qui est des coopératives, elles devront faciliter l'accès aux marchés, mais aussi changer les systèmes du marché en faveur de leurs membres et des personnes vulnérables. L'objectif est que ces personnes vulnérables puissent bénéficier davantage du fait d'être des acteurs du marché.



Les expériences des différents pays ont relevé des leçons de leurs interventions selon les contextes qui sont les leurs. Ainsi, et de manière globale, il en ressort clairement que :

**01** L'appropriation et la responsabilisation nationales sont cruciales pour assurer l'alignement avec les politiques nationales et la durabilité des interventions de moyens d'existence et de relèvement économique. Pour ce faire, l'autonomisation des individus, des communautés et des institutions devrait être au cœur des nouvelles approches pour garantir que les programmes renforcent les capacités de manière durable. Une approche systémique du développement des capacités aux niveaux macro, méso et micro permet d'assurer efficacement la durabilité des interventions.

**02** Les réalités sociales et communautaires sont complexes et de fois requièrent l'engagement des tous et une synergie d'effort. Une programmation intégrée qui met l'accent sur les moyens de subsistance, la reprise économique, la cohésion sociale, l'état de droit, la bonne gouvernance, la participation du secteur privé, et considérée sous l'angle de l'environnement et de l'inclusion, produit de meilleurs

effets. Les partenariats et les approches multipartites sont un tremplin vers le succès des interventions dans le domaine des moyens d'existence et relèvement économique. Ceux-ci permettent d'assurer les synergies et éviter la duplication des efforts.

**03** Dans les contextes des crises et post crises, l'approche nexus humanitaire-développement-paix devrait être appliquée à toutes les interventions pour assurer un pont efficace entre les besoins à long et à court terme.

**04** La nécessité de concevoir des interventions locales, basées sur une évaluation approfondie de la manière dont la crise a changé l'économie locale, et d'identifier les opportunités et les chaînes de valeur les plus prometteuses. Les solutions universelles et « prêtes à l'emploi » ont une efficacité limitée, tandis que les approches locales, participatives et inclusives sur mesure pour garantir l'adhésion des communautés locales ont tendance à favoriser la confiance et l'efficacité des interventions de REL.

**05** Il est essentiel de maintenir autant que possible le fonctionnement du marché et les emplois pendant les crises grâce à un soutien ciblé au secteur privé et au renforcement des chaînes de valeur. Le maintien du fonctionnement du marché pendant et après une crise est crucial pour la reprise économique. Il est nécessaire de soutenir l'intégration inclusive des marchés

**06** Comblent les lacunes en matière de données, en particulier les lacunes en matière de données sur le sexe, l'âge et l'ethnie, a tendance à renforcer activement l'exclusion et à entraver la mise en œuvre d'interventions fondées sur des preuves qui répondent aux besoins des groupes défavorisés. Il est également nécessaire de mieux analyser les systèmes de marché, les chaînes de valeur, les capacités institutionnelles et les risques de catastrophe pour garantir une conception des interventions fondée sur des preuves.

Les interventions des moyens d'existence doivent donc se réinventer et sortir des sentiers battus et aller à la recherche des solutions innovantes, efficaces et durables.



# ABREVIATIONS

---

## **PNUD**

Programme des Nations Unies pour le développement

## **RFF**

(Rapid financing facility)  
Facilité de financement rapide

## **IPC**

(Integrated food security Phases Classification)  
Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire

## **PME**

Petites et Moyennes Entreprises

## **HDP**

humanitaire, développement et paix

## **OCDE**

Organisation de Coopération et de Développement Economique

## **UNISS**

United Nations Integrated Strategy for the Sahel

## **ZLECAF**

Zone de Libre Echange Continental en Afrique

## **CO**

Country Office/Bureau Pays du PNUD

## **ONG**

Organisation Non Gouvernementale

## **CV**

Chaînes de valeurs

## **VCD**

Value Chain Development

## **MNJTF**

Multinational Joint Task Force



**Programme des Nations Unies  
pour le développement**

Hub sous-régional pour l'Afrique  
de l'Ouest et du Centre  
Point E, Complexe Citamil, Immeuble E  
Dakar - Senegal

Hub Résilience du PNUD pour l'Afrique  
UNON Complex Gigiri, Block M, Level 3  
P.O. Box 30218-00100  
Nairobi, Kenya